



## Trivium

Revue franco-allemande de sciences humaines et sociales - Deutsch-französische Zeitschrift für Geistes- und Sozialwissenschaften

14 | 2013

Le Saint-Empire à l'époque moderne

---

# Le Saint-Empire au prisme des historiographies allemande et française : introduction au dossier thématique

Falk Bretschneider et Guillaume Garner

Traducteur : Guillaume Garner

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/trivium/4517>

DOI : 10.4000/trivium.4517

ISSN : 1963-1820

### Éditeur

Les éditions de la Maison des sciences de l'Homme

### Référence électronique

Falk Bretschneider et Guillaume Garner, « Le Saint-Empire au prisme des historiographies allemande et française : introduction au dossier thématique », *Trivium* [En ligne], 14 | 2013, mis en ligne le 16 septembre 2013, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/trivium/4517> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/trivium.4517>

---

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.



Les contenus de la revue *Trivium* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# Le Saint-Empire au prisme des historiographies allemande et française : introduction au dossier thématique

Falk Bretschneider et Guillaume Garner

Traduction : Guillaume Garner

---

## NOTE DE L'AUTEUR

Les auteurs remercient Christophe Duhamelle pour ses indications et ses conseils, dont ce numéro porte la trace. Leurs remerciements s'adressent également à l'Institut français d'histoire en Allemagne (IFHA) de Francfort-sur-le-Main et à son directeur, Pierre Monnet, pour son soutien institutionnel et scientifique lors de la préparation de ce numéro, qui est l'expression d'une collaboration éprouvée et intensive entre les institutions impliquées. La Fondation Maison des sciences de l'homme et l'IFHA collaborent aussi sur d'autres projets communs, comme le réseau franco-allemand « Saisir l'Europe – Europa als Herausforderung », auquel participent d'autres institutions partenaires de Trivium (CIERA, Centre Marc Bloch, Institut historique allemand de Paris) (<http://www.saisirleurope.eu>).

- <sup>1</sup> Pour la plupart des historiennes et des historiens français, le Saint-Empire romain germanique ressemble à un livre scellé de sept sceaux. En dépit d'un intérêt récent pour une histoire croisée franco-allemande, y compris de la période moderne<sup>1</sup>, il reste largement marginalisé dans l'historiographie. Son histoire fut longtemps à peine étudiée et enseignée dans les universités françaises. De même, il n'a jusqu'à présent jamais été retenu comme question à part entière dans l'éventail thématique couvert par les épreuves de l'agrégation, qui jouent un rôle central dans la définition des savoirs canoniques du système scolaire et universitaire français. Il manque par

conséquent en France des introductions solides à son histoire, alors que dans l'aire anglo-saxonne au contraire, les étudiants, les chercheurs et le public intéressé ont depuis des années le choix entre plusieurs ouvrages de synthèse. Le plus récent d'entre eux – l'étude en deux volumes de Joachim Whaley, *Germany and the Holy Roman Empire*<sup>2</sup> – ne propose pas seulement un panorama approfondi de l'histoire du Saint-Empire à l'époque moderne, mais représente en outre un travail de recherche loué par la critique et qui a été reçu avec intérêt, y compris en Allemagne. On chercherait en vain un tel ouvrage en France. Le lecteur désireux de s'initier à l'histoire de l'Empire doit se contenter d'un petit volume de la collection « Que sais-je ? » publié en 1976 et réédité pour la dernière fois en 1993. Son auteur, Jean-François Noël, mérite certes notre admiration pour être parvenu à récapituler en 126 pages de manière claire et précise les principaux traits de l'évolution de l'Empire, du couronnement de l'empereur Othon I<sup>er</sup> en 962, jusqu'à la renonciation à la couronne impériale de François II en 1806. Mais son résumé ne peut pas offrir plus qu'un premier aperçu d'une histoire avant tout institutionnelle du Saint-Empire<sup>3</sup>.

- 2 Dans ce contexte, il n'est guère nécessaire de justifier la traduction et la mise à disposition du public francophone, par le biais de ce numéro de *Trivium*, de quelques-uns des textes les plus importants de la recherche allemande sur l'histoire de l'Empire. Pour les coéditeurs, l'idée initiale de ce numéro thématique était d'abandonner le format habituel de la revue et de préparer une édition qui n'aurait proposé que des contributions d'historiennes et d'historiens allemands. Il s'agissait ainsi de tenir compte de l'inégalité flagrante des recherches sur l'Empire de part et d'autre du Rhin\*. Il en serait résulté un panorama de l'historiographie allemande, laquelle a mené depuis trois décennies des recherches intensives sur l'histoire du Saint-Empire, et a même donné naissance à une sous-discipline spécifique : la *Reichsgeschichte* (ou « histoire de l'Empire »). Il est toutefois rapidement apparu évident qu'une telle sélection aurait souffert d'une lacune impardonnable. La quasi-ignorance de l'histoire de l'Empire, telle que nous venons de l'évoquer, vaut peut-être pour la majorité des historiens français. Mais en France aussi, il existe de manière isolée un intérêt marqué pour le Saint-Empire, qui mérite plus que d'être seulement mentionné car il représente, en raison de l'approche spécifique qui caractérise ces travaux, un complément important aux recherches allemandes. C'est pourquoi, aux contributions allemandes se sont ajoutés des textes français, de sorte que ce numéro thématique propose un aperçu jusque-là inédit de l'histoire récente de l'Empire, aperçu qui n'a pas uniquement un ancrage national, mais qui profite des perspectives croisées de différentes traditions historiographiques<sup>4</sup>. Cette introduction se propose d'éclairer ce contexte historiographique et d'expliquer la sélection des textes réunis.

## 1. La « *Reichsgeschichte* » : bilan (concis) des recherches en Allemagne

- 3 En Allemagne au cours des dernières décennies, l'histoire de l'Empire, jusque là considéré comme un phénomène marginal et dédaigné, est devenu un objet central de la recherche historique<sup>5</sup>. Pour se faire une idée de ce revirement, il suffit de jeter un coup d'œil aux éditions successives du *Gebhardt*, le manuel canonique de l'histoire allemande. Dans la refonte de la neuvième édition (édition de poche, 1973-1980), parmi les 28 titres de chapitres du volume consacré à l'époque moderne, le mot « Empire »

n'apparaît qu'une seule fois (et l'Empire n'y est en fait traité qu'en une page) tandis que douze chapitres traitent, d'après leur titre, de la Prusse ou de l'Autriche. Trente ans plus tard, en 2006, non seulement le titre du volume de la dixième édition consacré aux années 1648-1763 mentionne explicitement l'Empire, mais deux des trois sections sont consacrées à l'« histoire de l'Empire », et plus aucun chapitre ne traite exclusivement de la Prusse ou de l'Autriche<sup>6</sup>.

- 4 Il ne s'agit évidemment là que d'un indicateur, qui n'est en outre pas particulièrement fiable (aujourd'hui encore en effet, de larges pans de la recherche allemande en histoire moderne ne font pas référence à l'Empire). Mais il est le signe d'une évolution fondamentale : jusqu'après la Seconde Guerre mondiale, pour une majorité d'historiens allemands l'Empire était l'objet d'une condescendance confinant au mépris. Il y a plusieurs raisons à cela : la prégnance des confessions religieuses (pour résumer, la dignité impériale catholique fut longtemps perçue comme « non-allemande » par une science historique majoritairement protestante) ; surtout, la focalisation, constitutive de la discipline, sur la formation de l'État-nation allemand, perçue comme retardataire et précisément associée non pas à l'Empire, mais à l'ascension politique et militaire de la Prusse<sup>7</sup>. À partir des années 1960, alors que se développait une confrontation critique avec le national-socialisme, l'Empire fut pourtant l'objet d'une nouvelle attention, en RFA tout du moins. Il était désormais considéré comme un moment où l'histoire allemande n'avait été marquée ni par le nationalisme, ni par un régime autoritaire, et semblait au contraire offrir des points d'ancrage remplaçant l'histoire politique et sociale de l'Allemagne dans une tradition européenne fédéraliste, supra-confessionnelle et tournée vers l'État de droit et le régime parlementaire<sup>8</sup>. Les recherches intensives engagées dans les années suivantes<sup>9</sup> – et qui allaient trouver un lieu d'expression important dans la *Zeitschrift für historische Forschung*, fondée en 1974 – entraînèrent ainsi une revalorisation profonde de l'image du Saint-Empire, conduisant même parfois à une véritable « euphorie pour l'Empire », qui n'hésitait pas par exemple à voir des lignes de continuité entre la diète de Ratisbonne et le parlementarisme de la République fédérale<sup>10</sup>.
- 5 Le regard de l'histoire économique sur le Saint-Empire lui aussi eut tendance à devenir plus bienveillant à partir du milieu du XXe siècle. L'Empire était d'ailleurs déjà bien présent dans les travaux d'historiens de l'économie dans les années 1950 et 1960. Cet intérêt s'expliquait d'abord par l'importance de l'État dans les problématiques d'histoire générale (question de la « formation de l'État ») et le primat des recherches concernant la politique économique et l'intervention de l'État, ensuite par l'« enthousiasme pour l'Empire », évoqué plus haut. Cette conjoncture profita avant tout aux études sur le mercantilisme, qui ne s'intéressèrent pas seulement aux États territoriaux, mais aussi au « mercantilisme d'Empire »<sup>11</sup>.
- 6 Ici aussi, on a pu remarquer certains excès d'une vision enthousiaste et romantique de l'Empire et remettre en cause sa fonction de boîte à outils, bien commode pour remédier à l'insuffisance des grands paradigmes<sup>12</sup>. Ces excès montrent bien que les recherches sont aujourd'hui encore confrontées à des difficultés méthodologiques qui font de l'histoire du Saint-Empire rien moins qu'un objet historiographique évident. Ces difficultés concernent d'une part la définition de l'objet « Empire » lui-même, d'autre part l'échelle à laquelle cet objet peut être saisi, ainsi que les approches historiographiques adaptées à son étude.

7 1.) Qu'est-ce que l'Empire ? :

Travailler sur le Saint-Empire ne signifie pas simplement travailler sur l'« Allemagne » moderne. Faire de l'« histoire de l'Empire » implique plutôt de prendre au sérieux l'Empire du moins en tant que réalité politique. Mais en quoi consistait cette réalité ? Cette question touche un point névralgique des recherches sur l'Empire, car elle ne concerne pas seulement les historiens. Elle forme en effet le cœur des débats que les contemporains eux-mêmes menèrent dès le XVII<sup>e</sup> siècle et qui tournent autour des catégories politiques et juridiques permettant de penser cette étrange entité constitutionnelle<sup>13</sup>. Depuis la publication des *Six livres de la République* de Jean Bodin, qui furent l'objet d'une réception et d'une discussion intenses dans l'espace germanophone aussi, la théorie politique postule que le pouvoir d'État ne peut être lié qu'à une source unique de souveraineté, ou de *majestas*. Or il n'existait pas de pouvoir souverain et absolu unique dans l'Empire : le pouvoir était partagé entre l'empereur et les états (*Stände*) de l'Empire (ce que symbolisait notamment le rôle particulier des princes-électeurs, qui élisaient l'empereur mais qui, en même temps, comme tous les membres immédiats de l'Empire, recevaient de lui leur territoire et leurs droits régaliens en fief<sup>14</sup>). C'est pourquoi l'Empire était métaphoriquement décrit par les contemporains comme un *corps*, comprenant une tête (l'empereur) et des membres (les états), qui n'était capable d'agir qu'en tant que tout<sup>15</sup>. L'empereur était certes le suzerain, le juge et le garant suprêmes de la paix et du droit. Mais il n'était pas un souverain absolu et restait toujours dépendant de l'accord des autres membres de l'Empire.

- 8 Cette dépendance s'accrut d'ailleurs au cours de la période moderne. Avec la paix de Westphalie (1648), les états de l'Empire étaient parvenus à arracher à l'empereur une série de concessions, qui aboutirent à reconfigurer progressivement les rapports entre la tête et les membres de l'Empire selon les règles du nouveau droit des gens. À moyen terme, cela signifiait le remplacement des anciens rapports féodaux, marqués par le principe de dépendance personnelle, par une forme de coexistence égalitaire. C'est pourquoi durant les 150 ans qui suivirent, les relations politiques dans l'Empire oscillèrent constamment entre l'ancienne idée d'union féodale (*Lehnsverband*) et la nouvelle conception d'une fédération d'États plus ou moins souverains<sup>16</sup>. Dans le même temps, un déséquilibre croissant se développa entre les états de l'Empire les plus puissants (en particulier les princes-électeurs qui acquirent au XVIII<sup>e</sup> siècle une dignité royale : la Saxe, le Brandebourg et le Hanovre) et les membres de l'Empire dits « de second rang » (les petits duchés et principautés, les comtés, etc., qui, face au danger toujours prégnant d'une mainmise de la part de leurs voisins plus puissants, cherchaient la protection de l'empereur).
- 9 Il serait donc vain de chercher une clarté constitutionnelle dans le cas du Saint-Empire<sup>17</sup>. L'une des causes en est qu'en raison de droits de domination imbriqués les uns aux autres, qui se superposaient, s'entrecroisaient voire même se contredisaient, les frontières entre les territoires des états de l'Empire étaient souvent floues et disputées<sup>18</sup>. Pour les historiens du XIX<sup>e</sup> siècle, qui se considéraient en quelque sorte comme les chefs de file d'une grande entreprise de légitimation de l'État-nation et de sa modernité, l'Empire ne pouvait donc être associé qu'à des représentations négatives. Ainsi, pour Heinrich von Treitschke, figure majeure de l'école borussienne et petite-allemande, c'est l'ascension de la Prusse protestante qui libéra la patrie du « désordre de formes d'Empire rouillées et de territoires inachevés » et qui réinsuffla une « force vitale » à la « nation allemande déchirée »<sup>19</sup>. Une condamnation aussi dure et

catégorique n'était certes pas la norme. Mais en considérant le Saint-Empire comme une anomalie politique, une exception pathologique dans le processus de formation des États européens et un handicap pour la naissance de l'État-nation allemand, elle est à l'origine d'un point de vue qui oppose Empire et État national et qui se répercute jusque dans les débats historiographiques actuels. Très récemment encore, à l'occasion du débat autour du livre de l'historien Georg Schmidt (Université d'Iéna), publié en 1999, c'est d'une certaine façon à partir de postulats inverses que fut reprise cette perspective. L'ouvrage proposait de concevoir l'Empire comme un « État-Empire complémentaire », qui ne se serait pas fondamentalement distingué des autres entités politiques de l'Europe moderne<sup>20</sup>. La thèse de Schmidt et les discussions qu'elle a suscitées constituent l'objet des deux premiers articles de ce numéro thématique et nous y reviendrons donc ultérieurement.

10 2.) Où trouver l'Empire? :

On l'a déjà dit plus haut : aujourd'hui encore, une partie importante de la recherche allemande sur la période moderne ignore presque totalement l'Empire<sup>21</sup>. Ainsi, dans les recherches en histoire de la criminalité, un champ particulièrement dynamique depuis une trentaine d'années, les travaux sont fréquemment menés à l'échelle des États territoriaux ou des villes d'Empire, tandis que l'Empire lui-même n'est que très rarement pris en compte<sup>22</sup>. Le même constat vaut pour l'histoire politique. Certes, les relations entre les différents territoires ainsi que les liens qui les rattachent à l'Empire sont toujours analysés, mais la présence de l'Empire dans le fonctionnement politique du territoire concerné reste largement occultée. L'« histoire de l'Empire » reste donc aujourd'hui souvent seulement l'objet de la sous-discipline du même nom, laquelle se consacre presque exclusivement aux institutions (l'empereur, la diète, les tribunaux d'Empire, etc.). La prise en compte de pratiques observables à l'échelle de l'ensemble de l'Empire ne progresse que lentement ; c'est le cas par exemple de l'étude de la législation de la police (laquelle fut élaborée au XVI<sup>e</sup> siècle au niveau de l'Empire avant de connaître une intensification à l'échelle des territoires<sup>23</sup>) ou de celle des cercles d'Empire en tant que cadre d'une forme de coopération politique dépassant le cadre territorial.

11 En histoire économique, une certaine marginalisation de l'Empire est également observable depuis les années 1970 (après une première période d'ouverture, voir plus haut). On peut y déceler le résultat du paradigme de la modernisation ou de la prépondérance de travaux qui traitent de la transition entre l'économie d'Ancien Régime et la première industrialisation. Les études provenant de l'histoire sociale, mais aussi celles qui portent sur les régions industrielles (*Gewerbelschaften*) ou la proto-industrialisation, négligent totalement l'Empire. Ceci vaut également pour les études d'histoire économique publiées en RDA. Dans celles-ci, comme dans les études sur l'histoire des discours et des savoirs économiques, l'échelle des États territoriaux, considérés comme le berceau des sciences camérales, est clairement privilégiée. On néglige ainsi le fait que l'Empire était lui aussi l'objet de réflexions économiques<sup>24</sup> et que ces discours circulaient au sein de l'espace impérial. Paradoxalement, le livre de Georg Schmidt déjà cité et qui fait pratiquement l'impasse sur l'action de l'« État-Empire complémentaire » dans le domaine économique, est caractéristique de cette perte d'intérêt de l'histoire économique pour l'Empire<sup>25</sup>.

12 Revenons à la question de l'échelle à laquelle on peut situer l'Empire. En tant qu'union féodale, il englobait d'abord l'ensemble des vassaux qui avaient obtenu de l'Empereur

leur territoire et leurs droits régaliens en fief (ceci ne concerne pas les villes et les villages d'Empire, qui n'étaient pas des vassaux mais des sujets immédiats de l'Empereur). Selon cette définition, l'Empire s'étendait jusqu'en Italie et englobait également certains territoires situés aux Provinces-Unies (jusque 1548), en Suisse (jusqu'en 1648 et dans certains cas plus tard encore) ou dans l'espace frontalier franco-allemand (la Franche-Comté, les Trois Évêchés de Metz, Toul et Verdun, la ville d'Empire de Strasbourg – la France menant à l'époque moderne une politique d'expansion qui aboutit à l'annexion progressive de toutes ces régions)<sup>26</sup>. Certains territoires de l'Empire étaient soumis au pouvoir de monarques étrangers, lesquels étaient donc en même temps des princes d'Empire (le Holstein appartenait à la couronne du Danemark, la Poméranie occidentale à la Suède depuis la paix de Westphalie). S'y ajoutaient des territoires qui entretenaient des liens avec l'Empire sans y appartenir formellement. C'est le cas des provinces méridionales des Pays-Bas (la Belgique actuelle) qui étaient sous l'autorité des Habsbourg, des possessions de princes allemands en Alsace, du duché de Lorraine (qui hésita longtemps entre l'appartenance à la France, à l'Empire et un statut indépendant), ou de la Prusse, qui était un fief polonais jusqu'en 1657, lorsque le prince-électeur brandebourgeois parvint à en obtenir la souveraineté en tant que duc, avant d'acquérir la dignité de « roi en Prusse » en 1701. Le royaume de Bohême représentait également un cas particulier : le roi de Bohême était depuis le Moyen Âge le vassal de l'empereur et appartenait au collège des princes-électeurs, mais seule la dignité électorale avait statut de fief, non le territoire lui-même (auquel se rattachaient également la Moravie, la Silésie et les deux Lusaces) ; c'est pourquoi la Bohême ne participa pas aux institutions de l'Empire avant le XVIII<sup>e</sup> siècle. Enfin, les États héréditaires autrichiens des Habsbourg étaient certes rattachés à l'Empire par un lien féodal, mais ils y occupaient une position particulière, du fait que les Habsbourg conservèrent la dignité impériale durant presque toute la période moderne. Ceci eut pour conséquence, entre autres, que l'histoire de l'Autriche est restée jusqu'à aujourd'hui un quasi-monopole des historiens autrichiens<sup>27</sup>.

- 13 Une autre manière d'envisager l'Empire consiste à l'examiner à partir de ses institutions, que nous avons déjà évoquées à plusieurs reprises : la diète, à laquelle en principe (mis à part quelques exceptions, comme les membres de la chevalerie immédiate) tous les vassaux de l'Empire avaient le droit de siège et de suffrage, les tribunaux d'Empire (Tribunal de la chambre impériale – *Reichskammergericht* et Conseil impérial aulique – *Reichshofrat*), et enfin les cercles d'Empire qui furent créés avec la réforme de 1500. Ces trois institutions rendaient particulièrement manifeste la réalité de l'Empire, c'est pourquoi elles ont été au centre des recherches menées en Allemagne durant ces dernières décennies. L'histoire de la diète, qui se réunissait sans périodicité stricte et dans des lieux variables, avant de se sédentariser à Ratisbonne en tant que « diète perpétuelle » à partir de 1663, a été spécialement bien étudiée. Les actes de ses sessions sont dépouillés depuis 1867 dans le cadre d'un projet de grande envergure et rendus accessibles aux chercheurs<sup>28</sup>. En outre, dans les dernières décennies les recherches se sont de plus en plus tournées vers l'activité des deux tribunaux de l'Empire : le Tribunal de la chambre impériale, situé à Spire puis à Wetzlar à partir de 1689, et le Conseil impérial aulique localisé à Vienne. Ces deux tribunaux étaient d'une part des instances importantes pour le règlement des conflits entre l'empereur et les états ou entre les différents territoires ; ils étaient d'autre part régulièrement utilisés par les sujets qui se défendaient contre une injustice commise par les autorités dont ils relevaient<sup>29</sup>. Enfin, la division de l'Empire en cercles, élément important de la



constitution de l'Empire, a également fait l'objet d'études. Ces regroupements supra-territoriaux étaient compétents entre autres pour l'exécution des jugements du Tribunal de la chambre impériale, pour les questions monétaires ou pour les contingents de l'armée impériale. La collaboration dans ce cadre était singulièrement forte dans le sud et le sud-ouest de l'Allemagne (là où le morcellement politique et territorial était particulièrement accentué), tandis que les cercles situés au nord et à l'est, plus marqués par l'influence des grands États territoriaux, perdirent progressivement leurs fonctions<sup>30</sup>.

- 14 Ces quelques aperçus suffisent à montrer qu'il n'y pas d'échelle unique permettant d'appréhender l'Empire. Un élément supplémentaire est l'absence d'archives propres à l'Empire. Les fonds de ses institutions majeures ont en effet été répartis au début du XIXe siècle entre les États nouvellement créés de la Confédération allemande<sup>31</sup>. En termes de sources, l'Empire n'existe donc que par le biais des archives de ses membres – ce qui pose de nouveau la question : avait-il une réalité en-dehors de lui-même, c'est-à-dire en dehors de ses institutions centrales basées à Vienne, Ratisbonne ou Wetzlar ? L'Empire doit ici être envisagé non comme un ensemble fixé institutionnellement, mais comme un espace relationnel. Un exemple frappant d'une telle approche est fourni par la poste d'Empire, qui fut créée par Maximilien I<sup>er</sup> en 1495 et transmise en 1615 à la famille Thurn et Taxis en tant que fief d'Empire héréditaire<sup>32</sup>. Non seulement la poste relia les nombreux territoires de l'Empire les uns aux autres par son trafic postal et, à partir de la fin du XVIIe siècle, par son trafic de voyageurs, mais elle rendit l'Empire présent sur le territoire à travers ses enseignes pourvues de l'aigle bicéphale, y compris là où la prépondérance des grands États territoriaux le rendait peu visible. Un deuxième exemple concerne les foires de Leipzig et de Francfort-sur-le-Main, qui reposaient sur des privilèges impériaux : non seulement ces foires structuraient le commerce sous la protection du droit d'Empire, mais elles garantissaient en outre aux marchands la liberté de mouvement nécessaire, par le biais du droit de sauf-conduit<sup>33</sup>. Il convient enfin de mentionner les universités, dont l'activité s'appuyait également sur des privilèges impériaux et qui attiraient précisément pour cette raison professeurs et étudiants de toutes les régions allemandes, auxquels elles délivraient des titres reconnus dans tout l'Empire<sup>34</sup>.
- 15 Les lieux où chercher l'Empire se situent donc un peu partout dans l'Empire – et aussi au sein même des territoires. Sur ce point, les recherches n'en sont qu'à leurs débuts<sup>35</sup>. Les quelques travaux existants indiquent cependant des directions possibles pour la recherche d'une telle présence de l'Empire à l'échelle territoriale : parallèlement aux nombreuses publications sur la politique impériale de certains princes d'Empire<sup>36</sup>, le rôle des princes-électeurs de Mayence a été l'objet d'importantes recherches, car ils ne gouvernaient pas seulement leur propre territoire, mais étaient également archichanceliers d'Empire et jouaient à ce titre un rôle particulier dans l'ensemble impérial<sup>37</sup>. D'autres études traitent des relations de certains territoires avec les tribunaux d'Empire, par exemple dans le comté de Lippe, où les autorités, mais aussi les sujets, demandèrent si souvent l'aide du Conseil impérial aulique et du Tribunal de la chambre impériale que le comte régnant se vit contraint d'entretenir un représentant permanent auprès de chacun de ces deux tribunaux<sup>38</sup>. Enfin, la pratique du séquestre, qui au XVIIIe siècle surtout a concerné de nombreux territoires (en particulier les plus petits) et de nombreuses villes d'Empire qui ne pouvaient plus rembourser leurs dettes, a été étudiée de façon ponctuelle. Cette mesure, qui était ordonnée par les tribunaux d'Empire et exécutée par des « commissions d'Empire », impliquait certes pour le



prince ou le comte concerné la perte quasi-totale de son autonomie, mais elle empêchait en même temps que son domaine ne soit saisi par les territoires voisins qui étaient ses créanciers<sup>39</sup>.

- 16 Ces quelques exemples illustrent la lente disparition de la perspective dichotomique, que même l'histoire de l'Empire, concentrée sur les institutions centrales de l'Empire, n'était pas parvenue à dépasser dans les dernières décennies. Là aussi, Empire et territoire apparaissaient souvent comme deux pôles antinomiques qui agissaient essentiellement l'un contre l'autre et à peine l'un avec l'autre<sup>40</sup>. Seules des approches récentes, en délaissant les orientations traditionnelles de l'histoire constitutionnelle, institutionnelle et politique et en ouvrant l'Empire à l'histoire générale, sont parvenues à ouvrir de nouvelles perspectives.

17 3.) *Nouvelles approches dans l'histoire de l'Empire :*

Parmi ces nouvelles approches, il faut d'abord mentionner une nouvelle histoire culturelle du politique, soucieuse de libérer l'Empire du poids des jugements portés a posteriori et de replacer plus fortement les logiques d'action des acteurs au centre de l'analyse. Ici, les questions jusque-là dominantes concernant le « caractère » politique de l'Empire (État, nation, etc.) passent au second plan au profit d'une interprétation qui prend au sérieux la coexistence complexe entre les acteurs sociaux telle qu'elle apparaît dans les pratiques politiques des différents membres de l'Empire. Cette approche a été surtout mise en œuvre par le livre de Barbara Stollberg-Rilinger, *Les habits vieillis de l'empereur*. À partir de l'étude des formes rituelles et symboliques (investitures, couronnements impériaux, sessions de la diète, etc.), l'ouvrage décrit une évolution fondamentale des structures de la communication politique : la culture traditionnelle des états reposait sur une grammaire hiérarchique, dont les rituels exprimaient les dépendances féodales qui unissaient les acteurs entre eux. Au cours de la période moderne, elle fut concurrencée par une grammaire nouvelle et égalitaire, dont les règles se calquaient sur celles des relations diplomatiques stipulant que des potentats souverains doivent se considérer mutuellement comme des égaux. Dans le cas du Saint-Empire, cette évolution resta pourtant inachevée. Comme ailleurs en Europe, depuis la fin du XVII<sup>e</sup> siècle les grands princes étaient en effet soucieux d'afficher publiquement leur souveraineté. Dans le même temps, ils restaient cependant membres d'une union féodale qui était le principal fondement de leur pouvoir princier. Cette contradiction entraîna une « schizophrénie structurelle » dans les pratiques des acteurs, lesquels, dans le cadre d'une « hypocrisie institutionnalisée », tentèrent de satisfaire aux deux logiques sociales, offrant ainsi un spectacle sans substance au regard critique de certains de leurs contemporains<sup>41</sup>.

- 18 Une autre nouveauté consiste à envisager l'Empire comme un espace de communication global. À côté des recherches déjà mentionnées de Wolfgang Behringer sur l'histoire de la poste d'Empire (voir n° 32), l'étude de Susanne Friedrich sur la diète de Ratisbonne, considérée comme un point nodal de communication et d'information, est représentative d'une telle approche. Ici aussi, il s'agit de s'écarter des anciennes interprétations qui ne voient dans les processus à l'œuvre sur les scènes centrales de l'Empire au XVIII<sup>e</sup> siècle qu'une mascarade institutionnalisée dont on ne peut expliquer la survivance. Certes S. Friedrich ne remet pas en cause le jugement selon lequel après 1700, la diète ne serait, en tant que forum de négociations politiques, que rarement parvenue à des succès. Mais selon elle, sa fonction aurait été toute autre : pour les états de l'Empire les moins puissants, qui ne pouvaient entretenir une représentation

diplomatique coûteuse, elle constituait un lieu de communication et d'information essentiel. Ils y étaient informés des nouvelles du monde politique ou de la cour (et ne manifestaient pour les obtenir aucun scrupule à employer des moyens peu orthodoxes comme la corruption, la trahison ou le recours à des espions). Ils y étaient en relation avec les ambassadeurs d'autres puissances (de nombreux représentants de cours étrangères étaient en effet accrédités à Ratisbonne). C'est donc à partir de Ratisbonne que se déployait un vaste réseau de communication qui irriguait tout l'Empire et qui constituait une référence essentielle pour ses membres au moment où ils décidaient de la conduite qu'ils souhaitaient adopter<sup>42</sup>.

- 19 Un intérêt renouvelé pour l'Empire est également observable depuis peu dans le domaine de l'histoire économique, et ceci dans trois directions :

En premier lieu, les recherches portent sur l'action des institutions d'Empire elles-mêmes. Il s'agit ici avant tout du Tribunal de la chambre impériale, dont la jurisprudence avait des conséquences sur la vie économique, lesquelles sont de mieux en mieux pris en compte (ce que montrent de façon exemplaire les travaux d'Anette Baumann et, plus récemment encore, ceux d'Anja Amend-Traut<sup>43</sup>). Les résultats concernant la diète sont en revanche moins substantiels : certes, les efforts de cette assemblée en faveur d'une unification de la monnaie ont régulièrement été soulignés par l'historiographie, mais la portée effective de ces décisions reste encore à étudier<sup>44</sup>. Le succès de l'ordonnance sur l'artisanat de 1731, qui s'était emparée de la réforme de l'organisation des corporations, a longtemps été mis en doute. Des travaux actuels soulignent toutefois à quel point elle a élargi la marge d'action des gouvernements des États territoriaux dans ce domaine<sup>45</sup>. C'est ici qu'apparaît une difficulté inhérente à la structure de l'Empire : le pouvoir législatif et exécutif était partagé entre des instances qui agissaient à différents niveaux.

En second lieu, les recherches sur les cercles d'Empire ont formulé des conclusions nouvelles. Cela vaut en particulier pour trois domaines – le réseau routier, le commerce des céréales et la monnaie<sup>46</sup> –, pour lesquels l'historiographie avait jusque-là supposé que le morcellement territorial de l'Empire était un obstacle insurmontable, condamnant dans une large mesure à l'inaction. Troisièmement, quelques auteurs ont exploré le terrain difficile de l'administration financière de l'Empire et ont étudié en détail le système de financement de l'armée d'Empire (porté par les états d'Empire), ou encore les essais finalement infructueux d'introduction d'un impôt d'Empire général (le « *denier commun* »)<sup>47</sup>.

- 20 Enfin, certains travaux récents posent la question longtemps totalement négligée d'une histoire de l'Empire en partant « d'en bas », c'est-à-dire celle de la perception et de la pratique de l'Empire par les « simples sujets ». Dans ce domaine aussi, l'étude de la juridiction d'Empire s'est avérée une entreprise très fructueuse. Les procès portés devant les tribunaux suprêmes de l'Empire ne révèlent pas seulement l'existence de conflits locaux entre sujets et autorités, ils rendent également visible une « justice de l'empereur » qui était un élément à part entière de la conception paysanne du droit. L'Empire remplissait ainsi l'importante fonction d'instance supérieure de protection et de sécurité juridiques<sup>48</sup>. Les conclusions de ces recherches confirment donc la thèse d'une « juridification » des conflits sociaux dans le Saint-Empire, qui a sans doute contribué à ce que la fin de l'Ancien Régime dans les territoires allemands ne connaisse pas de troubles révolutionnaires<sup>49</sup>. De tels procès alimentent aussi l'hypothèse selon laquelle la conscience de l'Empire était particulièrement ancrée là où régnaient le morcellement territorial et les appartenances multiples en matière de droit et

d'administration (c'est-à-dire avant tout dans le sud-ouest, en Franconie et dans les régions du Rhin et du Main). Ce constat n'est pas une surprise, mais il mérite d'être souligné dans la mesure où d'autres travaux affirment que l'Empire et ses frontières extérieures et intérieures étaient à peine perceptibles, notamment pour les voyageurs, et que sa disposition spatiale était avant tout organisée autour de lieux marquants (les villes) ou d'espaces politiques restreints<sup>50</sup>. Si pour les voyageurs l'Empire était donc une réalité peut-être peu tangible (ce qui pourrait être expliqué par l'absence de contrôles aux frontières intérieures et extérieures de l'Empire), il était très présent en revanche dans l'esprit des paysans contestataires, ou des comtes et seigneurs inquiets d'affirmer l'existence de leur micro-territoires.

## 2. Le Saint-Empire et l'historiographie française<sup>51</sup>

- 21 La vision de l'Empire « par en bas », ainsi que sa construction et sa perception spatiales, sont deux thèmes importants dont les chercheurs français se sont également emparés dans ces dernières années. La coexistence confessionnelle à l'intérieur de l'Empire constitue un troisième thème majeur des recherches françaises. Cette « Reichsgeschichte » française concerne certes majoritairement un groupe restreint d'historiennes et historiens qui évoluent pour la plupart dans l'environnement de la *Mission historique française en Allemagne*, fondée à Göttingen en 1977 par Robert Mandrou (aujourd'hui *Institut français d'histoire en Allemagne* à Francfort sur le Main). Cette histoire s'inscrit cependant aussi dans la continuité d'une collaboration très fructueuse dans le domaine de l'histoire politique et des recherches sur les rituels au bas Moyen Âge, mais également de l'anthropologie historique<sup>52</sup>. Pour l'époque moderne en revanche, peu de chercheurs rattachés à d'autres institutions ont étudié des questions ayant trait à l'histoire de l'Empire : c'est principalement le cas de Jean-François Noël, déjà cité, qui s'est souvent tourné vers des thèmes et des objets d'étude avant qu'ils ne soient l'objet de l'attention des historiens allemands. Il s'agit notamment des investitures de fiefs, des frontières et de la juridiction d'Empire<sup>53</sup>. Il a en outre fait œuvre de pionnier avec un texte sur la place de l'Empire dans la conscience des « gens simples » au XVIII<sup>e</sup> siècle, texte qui a été repris dans la présente édition de *Trivium*.
- 22 Le programme d'une histoire sociale française qui s'intéresse avant tout aux modes de perception et aux stratégies d'action des acteurs sociaux, a été appliqué à l'histoire de l'Empire de manière encore plus nette par Christophe Duhamelle dans son étude sur les stratégies dynastiques collectives de la noblesse ecclésiastique rhénane aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles<sup>54</sup>. Ces travaux comblent une lacune des recherches allemandes sur l'Empire, lesquelles se sont longtemps intéressées avant tout aux institutions et aux questions constitutionnelles. L'historiographie française a été aussi particulièrement stimulante sur un autre aspect : l'histoire de l'espace. En dépit du « *spatial turn* » et d'une attention croissante de l'histoire allemande pour l'étude des frontières en effet, les travaux déterminants sur ce sujet ont jusqu'ici été publiés en France. Cela vaut pour un recueil édité par Christine Lebeau, un numéro thématique coordonné au même moment par Christophe Duhamelle et un volume plus général dirigé par Hélène Miard-Delacroix, Béatrice von Hirschhausen et Guillaume Garner sur la question de l'espace en Allemagne de l'époque moderne à aujourd'hui<sup>55</sup>. Dans ces publications, on note l'influence évidente d'une historiographie française étroitement liée à la géographie, dans la recherche comme dans l'enseignement. Toutefois, des historiennes et historiens

allemands y ont toujours été également impliqués . Le thème de l'espace illustre ainsi particulièrement bien les résultats positifs d'une coopération franco-allemande dans l'étude de l'Empire, coopération qui dans d'autres domaines n'en est encore aujourd'hui qu'à ses débuts.

- 23 Ces travaux – auxquels on peut encore ajouter l'étude d'Anne Saada sur la réception de Diderot dans l'espace culturel allemand au XVIII<sup>e</sup> siècle et celle d'Axelle Chassagnette sur les savoirs géographiques au XVI<sup>e</sup> siècle<sup>56</sup> – dessinent une histoire de l'espace du Saint-Empire à multiples facettes, qui va nettement au-delà des catégories d'analyse éprouvées, comme les territoires. Elles traitent non pas d'un espace de l'Empire, mais de représentations et de pratiques multiples, superposées et entrecroisées, qui ont donné au cours du temps à l'Empire et à ses membres une forme spatiale constamment mouvante. Le spectre des études va des frontières extérieures de l'Empire et de leur vision imaginée aux différents réseaux interpersonnels qui le traversaient, par-delà sa structure territoriale (réseaux relationnels de la noblesse ou de la franc-maçonnerie), en passant par les différents acteurs (voyageurs), échelles (villes d'Empire, villes de résidence, cercles d'Empire, « capitales » de l'Empire) et constructions politiques ou économiques de l'espace (police, caméralisme, frontières douanières). L'espace de l'Empire y apparaît donc non pas comme un cadre extérieur, fixe et « naturel » de l'histoire, mais comme une structure dynamique et relationnelle qui repose sur des perceptions et des pratiques humaines actives.
- 24 En adoptant la perspective spatiale, certaines études françaises d'histoire économique se sont elles aussi tournées vers l'Empire. C'est le cas d'une étude sur la place de l'Empire dans les discours économiques de l'Allemagne des Lumières, qui a souligné la discordance entre les catégories du caméralisme (notamment la notion de territoire) et la configuration spatiale réelle de l'Empire<sup>57</sup>. En outre, l'Empire a été (bien qu'à des degrés divers) l'objet d'autres travaux, par exemple ceux de Pierre Jeannin sur l'histoire de la monnaie et du commerce de l'Allemagne à l'époque moderne, qui ont mis en évidence la place importante du cadre institutionnel et juridique de l'Empire et les connexions entre les acteurs politiques et économiques. Cette approche a été poursuivie plus récemment par Marie-Louise Pelus-Kaplan et Vincent Demont, lesquels ont par ailleurs toujours intégré la dimension spatiale<sup>58</sup>.
- 25 Enfin, les travaux sur la coexistence confessionnelle constituent un troisième axe central des recherches françaises sur l'Empire. Il vaudrait même la peine d'y consacrer une édition spécifique de *Trivium* qui inclurait les textes allemands sur ce thème, car le paradigme de la confessionnalisation permet particulièrement bien de montrer les structurations préalables souvent implicites du champ historiographique qui définissent les thèmes privilégiés, les modèles chronologiques et les approches méthodologiques dans les deux pays. On n'évoquera ici que brièvement ce qui sépare les deux historiographies : à la différence des recherches allemandes sur la confessionnalisation, les travaux français se caractérisent par une perspective d'histoire sociale qui n'est pas rattachée à une orientation confessionnelle précise. Ils étudient donc des problématiques transversales qui sont peu présentes dans l'historiographie allemande, parce que celle-ci s'est longtemps orientée de manière partisane dans des luttes de démarcation confessionnelle. C'est ainsi que peu d'historiens allemands travaillent aussi bien sur les protestants que sur les catholiques, alors que les travaux français envisagent presque toujours conjointement les deux confessions. L'intérêt pour les problématiques du quotidien constitue une autre

différence caractéristique entre l'historiographie française et l'allemande, laquelle oscille entre l'histoire de l'Eglise et l'histoire religieuse et se réfère ainsi toujours à l'État. Pour les travaux français, la question n'est pas de savoir comment une confession s'est imposée sous l'effet de l'action conjointe de l'Eglise, de l'État et de la société, mais comment la différence confessionnelle a été vécue et construite au quotidien. Enfin, les travaux français s'inscrivent souvent dans la longue durée et ne supposent donc pas que la situation confessionnelle dans l'Empire aurait été largement pétrifiée à partir de 1648, ce qui dispenserait d'entreprendre des recherches sur l'époque postérieure.

- 26 L'étude d'Étienne François sur Augsbourg comme ville biconfessionnelle constitue le modèle des recherches françaises sur l'histoire de la confessionnalisation dans l'Empire<sup>59</sup>. L'auteur n'y décrit pas seulement la manière dont protestants et catholiques cohabitaient dans l'espace urbain tout en suivant leurs propres stratégies de démarcation (de sorte qu'une « frontière invisible » séparait parfois deux maisons mitoyennes) ; il utilise de surcroît la différence confessionnelle comme porte d'entrée permettant d'étudier d'autres questions d'histoire sociale, telles que l'évolution démographique, le logement ou le choix des prénoms. Son étude pionnière affiche, dans sa combinaison de démographie historique et d'histoire des mentalités, des caractères nettement « français » et elle a, en Allemagne aussi, sensibilisé les historiens à ouvrir les recherches sur la confessionnalisation à toute une série de sources, d'approches méthodiques et de problématiques nouvelles. Il convient également de mentionner les travaux de Patrice Veit, qui a pris le chant religieux protestant comme support d'une histoire sociale du luthéranisme, ou les études de Claire Gantet sur l'histoire sociale de la paix de Westphalie et sur la dimension confessionnelle du rêve à l'époque moderne<sup>60</sup>. Enfin, Christophe Duhamelle a donné ces dernières années aux recherches françaises sur la confessionnalisation et sur l'Empire en général un nouvel élan avec ses études sur l'Eichsfeld catholique. Chez lui aussi, l'intérêt se porte sur « le mélange de voisinage, de coexistence, et d'opposition » d'une coexistence confessionnelle au quotidien, mais également sur d'autres problématiques d'histoire sociale telles que l'histoire des frontières ou de la domination au village. Ceci faisant, il souligne constamment l'importance du droit d'Empire dans la gestion paritaire des relations confessionnelles à l'intérieur de l'Empire, mais aussi dans les relations entre autorités et sujets à l'intérieur d'un ensemble politique caractérisé par le morcellement de ses structures et qui offrait de nombreuses possibilités d'interprétations spécifiques, de contournements et de violation des décisions du pouvoir<sup>61</sup>.

### 3. Sur le choix des textes

- 27 Les textes retenus pour ce dossier de *Trivium* ont vocation à illustrer quelques-unes des tendances et des problèmes de la recherche que nous venons d'évoquer. Il ne s'agit évidemment pas d'un choix canonique – d'autres coordinateurs auraient peut-être privilégié des textes différents. Notre but n'est pas non plus de présenter une sorte de manuel ou de « digest » sur le Saint-Empire. Les contributions ont notamment été choisies pour leur représentativité de l'évolution des recherches sur l'Empire dans les dernières décennies. Il ne s'agit donc pas seulement de rendre compte de l'actualité de la recherche, d'où le choix d'études déjà publiées il y a un certain temps. Notre objectif est de transmettre à la communauté scientifique, au-delà du milieu restreint de la coopération franco-allemande, quelques-uns des résultats les plus importants de

l'historiographie de l'Empire et donc d'atteindre des lectrices et des lecteurs qui jusque-ici ne se sont pas, ou peu, intéressés à ce thème. Nous voulons mettre en évidence les spécificités des recherches sur l'Empire de part et d'autre du Rhin (sans occulter les liens entre les recherches menées dans les deux pays), et contribuer ainsi modestement à ce que les chercheurs articulent plus étroitement leurs travaux à ceux de l'autre historiographie que cela n'a été fait jusqu'à présent.

- 28 Le numéro s'ouvre avec deux textes qui ont été décisifs dans un débat qui agita l'historiographie allemande à la fin des années 1990, dans une période où l'Allemagne réunifiée réfléchissait à son rôle futur dans une Europe en cours d'intégration. Comme c'était déjà le cas dans les années 1970 et 1980 (à l'époque de l'« enthousiasme pour l'Empire »), le Saint-Empire était alors devenu un thème central pour une identité politique à la recherche d'elle-même. Dès le titre, la contribution de Georg Schmidt énonce les oppositions conceptuelles de cette discussion sur l'Empire – « voie particulière et modèle pour l'Europe » ou « État de la nation allemande » – et poursuit ainsi l'ancien débat sur le caractère de l'Empire pour lui donner une nouvelle orientation. Sa thèse principale affirme que l'Empire aurait incarné, sous la forme d'un « État-Empire complémentaire », l'État et la nation des Allemands à l'époque moderne. L'adjectif « complémentaire » indique que dans l'Empire le domaine étatique était d'abord incarné par les territoires que Schmidt considère comme des États particuliers soumis à un pouvoir supérieur commun. Ces États princiers et d'autres formes caractéristiques d'États limités se complétaient pour former une « unité d'action tournée vers l'Allemagne », à savoir l'« État-Empire complémentaire »<sup>62</sup>. Le pouvoir de l'État, unitaire dans d'autres pays, était donc réparti entre plusieurs échelles et niveaux institutionnels ; ceci signifiait en outre que le cadre étatique impérial général était une condition de la formation de l'État à l'échelle territoriale (et non un obstacle, comme l'historiographie traditionnelle l'a longtemps affirmé).
- 29 Cette interprétation était liée au souci de sortir le cas allemand de son statut d'exception au sein du système des États européens. Selon Schmidt en effet, grâce à cette configuration de l'« étaticité complémentaire », l'histoire allemande perdrait de sa spécificité – et en même temps l'Empire perdrait son rôle, toujours désiré, de modèle d'une Europe moderne qui ne serait ainsi pas marquée par l'État-nation. Cette version des faits avait donc une portée en termes d'usage politique de l'histoire : il s'agissait de construire une tradition allemande dont le mythe fondateur n'aurait pas fait référence au déclin provoqué de l'extérieur (Napoléon) et au secours consécutif apporté par la Prusse, et dans lequel l'État et la nation n'auraient pas eu à se former sur les ruines de l'Empire, puisqu'ils étaient déjà présents. À première vue, cette conception était séduisante et elle a libéré les débats allemands d'un sentiment d'infériorité quelque peu périmé, sans faire retomber les chercheurs dans la théorie prussienne de la puissance étatique. Ce faisant, Schmidt réussissait le tour de force de reprocher à l'historiographie existante une récupération irrecevable du Saint-Empire pour donner sens à des phénomènes actuels, tout en proposant lui-même un nouveau grand récit organisé pour répondre à une telle recherche de sens. Mais cette conception reflétait également les conflits internes à la science historique : par exemple, la lutte pour la conquête de la légitimité interprétative de la discipline relativement jeune qu'était l'« histoire moderne », face à une histoire « contemporaine » bien établie, qui dominait l'historiographie depuis deux décennies avec le paradigme de la modernisation. Le fait de faire remonter la « nation » allemande à l'époque moderne doit donc aussi être



compris comme une tentative des modernistes d'acquérir un pouvoir scientifique dans un champ qui a longtemps été dominé par les historiens des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles<sup>63</sup>. Or, c'est justement dans ce domaine que la tentative de G. Schmidt ne fut pas couronnée de succès – notamment en raison de l'opposition d'autres historiens modernistes.

- 30 Le rôle de l'avocat de la partie adverse fut endossé par Heinz Schilling qui, de manière symptomatique, précisa d'entrée de jeu dans son article qu'il n'était pas un « historien de l'Empire » à strictement parler (soulignant ainsi que l'enjeu du débat ne concernait pas seulement l'historiographie du Saint-Empire). Néanmoins, il réfuta avec beaucoup de verve et une causticité dissimulée dans les notes infrapaginales « l'appropriation hostile » de l'histoire de l'Empire par les catégories et les interprétations issues de l'histoire contemporaine. Son principal souci était de replacer le débat sur un terrain ancien, plus consensuel, en se référant à Volker Press (lequel, ironie de l'histoire, avait été le directeur de thèse de G. Schmidt) et de Bernd Roeck. De son propre aveu, sa contre-proposition portait un « titre monstrueux », mais elle évitait les concepts susceptibles de penchants et de récupérations téléologiques, comme « État » ou « nation », pour saisir l'Empire à la fois dans ses éléments modernes et non modernes. Son interprétation a finalement prévalu. En effet, le recours à l'idée d'un « système » qui ne s'est renouvelé que « partiellement » et n'était qu'« en partie » capable d'évoluer vers la formation d'un État, comme ce fut le cas à la même époque au niveau des territoires ou dans d'autres pays européens, représentait une tentative finalement plus convaincante de définir une terminologie prudente, qui tenait compte des mécanismes de fonctionnement complexes de l'Empire (et qui intégrait au moins en partie l'idée d'une complémentarité formulée par G. Schmidt). H. Schilling n'a pourtant pas, lui non plus, marqué durablement la recherche sur l'histoire de l'Empire : son appareil conceptuel était trop lourd, et il apparaissait déjà que les innovations réelles dans ce domaine viendraient d'ailleurs (voir plus haut). Cependant, sa réfutation assez lapidaire du caractère étatique de l'Empire sur plusieurs aspects – de l'organisation militaire jusqu'à la coexistence confessionnelle, de l'action économique jusqu'au caractère sacré de l'Empire – allait par la suite rendre quasiment impossible la formulation d'une position opposée<sup>64</sup>.
- 31 Les trois textes suivants concernent des questions qui, sans porter sur les principes fondateurs de l'Empire eux-mêmes, sont tout aussi importantes pour la compréhension de son histoire, et témoignent de nouvelles approches qui vont au-delà des problématiques traditionnelles de l'histoire institutionnelle et constitutionnelle. L'article de Wolfgang Behringer est consacré à l'histoire de la poste d'Empire et à son rôle comme élément d'une « révolution de la communication » qui s'accomplit parallèlement à la « révolution de l'imprimé ». Selon Behringer, la diète d'Empire n'aurait pas pu remplir sa fonction de lieu de rencontre politique de l'Empire du XVI<sup>e</sup> siècle sans l'infrastructure communicationnelle de la poste. En outre, cette dernière jouait un rôle important dans la manière dont l'empereur, qui l'avait établie et l'entretenait, concevait son pouvoir. On voit d'une part à quel point à l'époque moderne l'espace impérial était lié aux réseaux de communication européens (en particulier en direction de l'Italie, d'où la famille des maîtres des postes, les Taxis, était originaire, mais aussi vers les Pays-Bas ou l'Espagne). D'autre part, on constate que le morcellement territorial de cet espace n'a pas entravé le développement de la poste mais l'a au contraire encouragé, la poste étant l'un des rares moyens permettant de surmonter les inconvénients de ce morcellement. Ceci entraîna une situation atypique en Europe : dans l'Empire, la répartition géographique des institutions (notamment de



la diète) s'est adaptée au réseau de transport en formation, alors que c'est l'inverse qui s'est produit dans les autres pays européens.

- 32 L'article d'Harriet Rudolph traite d'un acteur central de l'Empire : l'empereur. Ce texte s'insère dans une histoire culturelle du politique qui étudie les éléments rituels et cérémoniels de la communication politique dans l'Empire, longtemps considérés par l'historiographie comme une vaine mascarade<sup>65</sup>. La comparaison entre les couronnements de Maximilien II en 1562 et de Léopold II en 1790 et des festivités afférentes souligne l'importance de ces actes performatifs, qui non seulement représentaient symboliquement l'Empire, mais qui le faisaient exister. Ces fonctions politiques élémentaires de l'élection royale et du couronnement impérial expliquent aussi pourquoi ces rituels, en dépit de quelques changements de détail, n'ont jusqu'à la fin de l'Empire rien perdu ni en termes de signification (pour la légitimation du souverain) ni de fascination sur les contemporains. H. Rudolph caractérise ainsi la fête du couronnement de « fête constitutionnelle » du Saint-Empire, dans laquelle se manifestaient non seulement la constitution impériale, mais aussi la culture constitutionnelle de la ville où se déroulait cette fête et, à travers les états de l'Empire (*Reichsstände*) présents, le caractère à la fois multipolaire et polynucléaire de l'Empire. En outre, ces fêtes véhiculaient des aspirations à la participation politique, comme le montre la présence croissante de larges pans de la société. Au-delà des différences de statut juridique et de confession, les couronnements et les fêtes les accompagnant n'illustraient pas seulement l'unité de l'Empire mais la recréaient continuellement en actes. La capacité de ces fêtes à produire du sens ne s'épuise donc pas dans leur finalité juridique, mais résulte de l'institution rituelle d'une communauté sacrale qui unissait l'empereur, les états d'Empire et les sujets, par delà les frontières territoriales.
- 33 Le texte d'Heinz Duchhardt, plus ancien, permet de familiariser le lecteur avec deux éléments caractéristiques mais pourtant peu connus de l'histoire de l'Empire : la chevalerie impériale et la juridiction d'Empire. Son article se distingue de deux manières : d'une part c'est l'un des rares à appliquer une approche d'histoire sociale à l'Empire et d'autre part il examine concrètement la question de savoir en quoi la relation de la chevalerie d'Empire et de la juridiction impériale éclaire la structure sociale de l'Empire. Les chevaliers immédiats constituaient un groupe de nobles d'une centaine de familles, établies surtout en Franconie, en Souabe et en Rhénanie. Ils étaient soumis qu'à leur suzerain, c'est-à-dire à l'empereur, et ne versaient des impôts qu'à lui (sous la forme des « subsides caritatifs »)<sup>66</sup>. En revanche, ils ne participaient pas, ou seulement de manière indirecte, aux institutions d'Empire (diète, cercles d'Empire). C'était en particulier le cas du Tribunal de la chambre impériale, l'un des deux tribunaux d'Empire, que les chevaliers d'Empire contestaient encore par principe au XVI<sup>e</sup> siècle car son existence menaçait l'image qu'ils avaient d'eux-mêmes. Cette situation changea pourtant à partir du milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, lorsque la chevalerie vit dans la juridiction d'Empire un instrument efficace pour garantir son statut particulier. Dans le même temps, le Tribunal de la chambre d'Empire devint un champ d'action important car les possibilités d'accès aux chapitres cathédraux s'étaient restreintes en raison de la Réforme et des sécularisations. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le tribunal était ainsi devenu une institution dominée par la chevalerie. Au-delà des détails de cette évolution, le texte d'H. Duchhardt éclaire certains aspects importants de l'histoire sociale de l'Empire, marquée par une coexistence conflictuelle entre grands et petits (en l'occurrence les chevaliers d'Empire, maîtres de domaines souvent minuscules et en permanence exposés à la menace d'une mainmise de la part de leurs voisins plus

puissants), par une concurrence permanente entre les membres des différents ordres et par les dynamiques d'une stratification sociale qui s'avère avoir été étonnamment poreuse. Enfin, son article met en évidence le rôle fondamental des rapports de dépendance personnelle pour la constitution de l'Empire : seul le lien étroit que les chevaliers avaient avec l'empereur leur permettait en effet de profiter d'une institution impériale pour l'entretien de laquelle ils ne versaient pas la moindre contribution.

34 C'est également une perspective d'histoire sociale et des mentalités qu'adopte l'article de Jean-François Noël, qui inaugure la partie consacrée aux textes français. Ce texte formule une question élémentaire : que savaient les « gens simples » de l'Empire au XVIII<sup>e</sup> siècle et quelle place avait-il dans leurs conceptions politiques, juridiques et sociales ? Jusqu'à présent, les recherches ont souvent porté sur le « patriotisme d'Empire » – c'est-à-dire sur ces déclarations d'attachement à l'Empire qu'on peut trouver dans des traités savants ou littéraires<sup>67</sup>. Le niveau du « commun des mortels » en revanche a été occulté, en raison d'un prétendu manque de sources permettant de reconstruire cette « conscience d'Empire » des sujets. Or l'article de J.-F. Noël montre qu'il existe bien des matériaux disponibles pour une telle enquête : l'architecture religieuse et laïque, les symboles (par exemple sur les monnaies), les prières comportant des dédicaces à l'empereur, les chants et les poésies, les catéchismes et les manuels scolaires, mais également les grands rituels et les cérémonies auxquels le peuple participait, comme les couronnements. On peut trouver dans toutes ces sources différentes traces permettant de reconstruire une image populaire de l'Empire. Mais l'article mentionne avant tout un type de sources qui, depuis, a été intensivement exploité par les études sur la juridiction impériale et son utilisation par les sujets : les demandes, plaintes et suppliques adressées au Conseil impérial aulique ou à l'empereur en personne. Ces documents révèlent non seulement une connaissance souvent étonnante du millefeuille institutionnel de l'Empire, mais aussi une capacité des sujets à utiliser cette diversité institutionnelle à l'avantage de leurs propres conceptions de l'ordre ou de la domination. Même si certaines lettres manifestent une confiance presque naïve dans la capacité protectrice de l'empereur, ou semblent confirmer la proverbiale « ruse paysanne » de sujets ingénieux, elles font dans l'ensemble apparaître l'empereur comme une instance importante de justice et de droit, bien implantée dans la conscience des habitants, y compris dans des régions « éloignées de l'Empire ». Enfin, cet article montre également avec quelle intensité certaines informations, par exemple sur la réforme des lois pénales, circulaient dans l'Empire et atteignaient même les couches les plus modestes de la population.

35 Avec l'article d'Étienne François sur la hiérarchie des villes dans le Saint-Empire à l'époque moderne, il s'agit de nouveau d'un texte déjà ancien qui a été retenu en l'absence d'une publication similaire plus récente<sup>68</sup>. Cette étude a pour objet une histoire sociale comparée du réseau urbain du Saint-Empire vers 1600 et 1800. Elle confronte l'évolution et le dualisme fonctionnel des centres économiques traditionnels (places commerciales, villes de la Hanse, villes libres) et des capitales et villes de résidence territoriales qui connaissent une croissance à partir de 1650, les secondes finissant par largement éclipser les premières. É. François dépeint cette croissance urbaine spécifique et la dynamique démographique qui l'accompagne, non seulement à l'aide de chiffres, mais également d'autres critères tels que le plan des villes et leur aménagement concret, ou le lien entre réseau urbain et production artistique. Ainsi non seulement il retrace une mutation de la hiérarchie urbaine de l'Allemagne moderne, mais il pose également un jalon pour une histoire de l'espace du Saint-Empire

telle que l'historiographie allemande ne l'a pas ou quasiment pas pratiquée. La méthode de l'auteur révèle naturellement quelques particularités par rapport aux recherches allemandes : il s'agit notamment de l'utilisation des cartes, non pas dans le but d'illustrer les propos, mais avant tout comme moyen d'élaborer de la connaissance (les historiens français sont souvent frappés de voir à quel point leurs collègues allemands recourent peu aux cartes, même lorsqu'ils travaillent sur des problématiques spatiales). Cet article s'inscrit clairement dans une tradition française d'histoire urbaine, avec sa combinaison, fondée sur des données sérielles, de cartographie et de démographie. Cette méthode permet à É. François de mettre en évidence quelques traits caractéristiques du réseau urbain du Saint-Empire, qui peut être défini comme un espace multipolaire comprenant plusieurs réseaux de villes se superposant les uns aux autres, sans lieu central dominant, et dont la structure concrète évolua en permanence.

- 36 Enfin, c'est l'articulation entre structures spatiales et utilisations de l'espace que vient éclairer l'article de Christophe Duhamelle. Son raisonnement – lui aussi fondé sur des cartes – porte sur un phénomène longtemps abominé par une historiographie qui considérait la transformation des territoires en États comme la voie royale de l'histoire. Il s'agit des exclaves, c'est-à-dire des nombreuses portions d'espace qui se trouvaient séparées du cœur de leur territoire. Cet élément typique de la géographie politique de l'espace impérial sert à l'auteur de point de départ à une analyse du morcellement politique et territorial de l'Empire et des pratiques concrètes par lesquelles les acteurs y ont fait face. C'est ici encore le caractère de l'Empire comme entité féodale qui est frappant, son principe structurant n'étant pas la continuité géographique mais l'accumulation des droits de domination. En outre, l'article porte un regard détaillé sur l'omniprésence et la porosité des frontières qui accompagnaient cette configuration particulière. D'une part, ces frontières donnaient à l'espace de l'Empire un aspect fractal qui – comme le montre le cas déjà cité de la poste d'Empire – n'entravait en rien la mobilité. D'autre part, elles étaient un lieu crucial de négociation des appartenances et des identités (notamment confessionnelles). Enfin, elles montrent que le droit d'Empire était à la fois une importante instance de résolution (ou plutôt de canalisation) des conflits et un ciment qui donnait une unité à l'Empire, en dépit de son morcellement. C'est également en raison de ce cadre juridique que les exclaves purent devenir un élément structurant de l'espace impérial : y compris dans l'ensemble prussien, elles constituèrent des lieux propices à la négociation de situations politiques complexes et, pour les divers acteurs, à l'aménagement de marges de manœuvre leur permettant d'exploiter cette complexité à leur profit. Les pratiques des acteurs révèlent ainsi, encore une fois, une connaissance subtile des différents niveaux de référence spatiaux et politiques qui s'oppose à toute réduction de l'évolution de l'Allemagne moderne à la seule réalité politique des « États territoriaux ». En d'autres termes : les jeux d'échelles, que beaucoup d'historiens doivent aujourd'hui apprendre laborieusement à appréhender, étaient au quotidien un phénomène évident pour les habitants du Saint-Empire.
- 37 Soumis à un regard franco-allemand, les textes choisis montrent ainsi clairement que l'histoire de l'Empire n'est plus aujourd'hui une sous-discipline relativement fermée, mais qu'elle est devenue un champ de recherche de plus en plus ouvert à des problématiques d'histoire sociale, culturelle et d'histoire de l'espace. Elle peut cependant, plus encore que cela n'a été le cas jusqu'à présent, profiter de la tension productive qui résulte de traditions disciplinaires ou de modèles de périodisation différents dans les deux historiographies nationales. Des premiers jalons pour une

collaboration renforcée entre la recherche française et allemande sur le Saint-Empire ont été posés, et nous espérons que cette édition de *Trivium* donnera lieu non seulement à une plus large réception des recherches menées dans l'autre pays, mais également à une coopération renforcée.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- Ackermann, J. (2002) : *Verschuldung, Reichsdebitverwaltung, Mediatisierung. Eine Studie zu den Finanzproblemen der mindermächtigen Stände im Alten Reich : Das Beispiel der Grafschaft Ysenburg-Büdingen, 1687-1806*, Marburg : Hessisches Landesamt für geschichtliche Landeskunde.
- Amend-Traut, A. (2009) : *Wechselverbindlichkeiten vor dem Reichskammergericht. Praktiziertes Zivilrecht in der Frühen Neuzeit*, Cologne / Weimar / Vienne : Böhlau.
- Aretin, K. O. von (1991) : « Reichspatriotismus », in : Birtsch, G. (éd.) : *Patriotismus = Interdisziplinäre Halbjahresschrift zur Erforschung des 18. Jahrhunderts und seiner Wirkungsgeschichte*, 4 (2), p. 25-36.
- Aretin, K. O. von (1993) : *Das Alte Reich*, t. 1 : *Föderalistische oder hierarchische Ordnung (1648-1684)*, Stuttgart : Klett-Cotta.
- Aretin, K. O. von (1997a) : *Das Alte Reich*, t. 2 : *Kaisertradition und österreichische Großmachtpolitik (1684-1745)*, Stuttgart : Klett-Cotta.
- Aretin, K. O. von (1997b) : *Das Alte Reich*, t. 3 : *Das Reich und der österreichisch-preußische Dualismus (1745-1806)*, Stuttgart : Klett-Cotta.
- Arndt, J. (1991) : « Die Grafschaft Lippe und die Institutionen des Heiligen Römischen Reiches im 17. und 18. Jahrhundert », *Zeitschrift für historische Forschung*, 18, p. 149-176.
- Babel, R. (2005) : *Deutschland und Frankreich im Zeichen der habsburgischen Universalmonarchie. 1500-1650*, Darmstadt : WBG (Deutsch-französische Geschichte, 3).
- Bähr, M. (2012) : *Die Sprache der Zeugen. Argumentationsstrategien bäuerlicher Gemeinden vor dem Reichskammergericht (1693-1806)*, Constance : UVK.
- Baumann, A. (2001) : *Die Gesellschaft der frühen Neuzeit im Spiegel der Reichskammergerichtsprozesse. Eine sozialgeschichtliche Untersuchung zum 17. und 18. Jahrhundert*, Cologne / Weimar / Vienne : Böhlau.
- Behringer, W. (2003) : *Im Zeichen des Merkur. Reichspost und Kommunikationsrevolution in der Frühen Neuzeit*, Göttingen : Vandenhoeck & Ruprecht.
- Blaich, F. (1970) : *Die Wirtschaftspolitik des Reichstags im Heiligen Römischen Reich*, Stuttgart : G.Fischer.
- Blaschke, K. (éd.) (2007) : *Moritz von Sachsen. Ein Fürst der Reformationszeit zwischen Territorium und Reich*, Leipzig : Sächsische Akademie der Wissenschaften.
- Blickle, P. (2003) : *Von der Leibeigenschaft zu den Menschenrechten. Eine Geschichte der Freiheit in Deutschland*, Munich : C.H. Beck.

- Blickle, P. (2008) : *Das alte Europa. Vom Hochmittelalter bis zur Moderne*, Munich : C.H. Beck.
- Bog, I. (1959) : *Der Reichsmerkantilismus. Studien zur Wirtschaftspolitik des Heiligen Römischen Reiches im 17. und 18. Jahrhundert*, Stuttgart : G. Fischer.
- Braubach, M. et al. (1974) : *Vom Westfälischen Frieden bis zur Französischen Revolution (= Gebhardt – Handbuch der deutschen Geschichte, t.10)*, 9e éd., éd. par H. Grundmann, Munich : dtv.
- Braun, G. (2008) : *Von der politischen zur kulturellen Hegemonie Frankreichs. 1648-1789*, Darmstadt : WBG (Deutsch-französische Geschichte, 4).
- Braun, G. (2010) : *La connaissance du Saint-Empire en France du baroque aux Lumières (1643-1756)*, Munich : Oldenbourg.
- Bretschneider, F. (éd.) (2011) : *Praxis der Grenze – Konflikte und Umgänge mit Territorialgrenzen im Alten Reich*, Stuttgart (= Jahrbuch für Regionalgeschichte, 29).
- Burgdorf, W. (1998) : *Reichskonstitution und Nation : Verfassungsreformprojekte für das Heilige Römische Reich Deutscher Nation im politischen Schrifttum von 1648 bis 1806*, Mayence : Zabern.
- Burkhardt, J. (2002) : « Europäischer Nachzügler oder institutioneller Vorreiter? Plädoyer für einen neuen Entwicklungsdiskurs zur konstruktiven Doppelstaatlichkeit des frühmodernen Reichs », in : Schnettger, M. (éd.) : *Imperium Romanum – Irregulare Corpus – Teutscher Reichs-Staat : das Alte Reich im Verständnis der Zeitgenossen und der Historiographie*, Mayence : Zabern, p. 297-316.
- Burkhardt, J. (2006) : *Vollendung und Neuorientierung des frühmodernen Reiches, 1648-1763 (= Gebhardt – Handbuch der deutschen Geschichte, t. 11)*, 10. éd., éd. par A.Haverkamp, W. Reinhard, J. Kocka, W. Benz, Stuttgart : Klett-Cotta.
- Chaline, O. (1998) : *La Reconquête catholique de l'Europe centrale (XVIe-XVIIIe siècle)*, Paris : Cerf.
- Chassagnette, A. (à paraître) : *Mesurer et décrire. Savoir géographique et cartographie dans l'espace germanique protestant (des années 1530 aux années 1620)*, Genève : Droz.
- Christmann, T. (1988) : *Das Bemühen von Kaiser und Reich um die Vereinheitlichung des Münzwesens : zugleich ein Beitrag zum Rechtsetzungsverfahren im Heiligen Römischen Reich nach dem Westfälischen Frieden*, Berlin : Duncker & Humblot.
- Demel, W. (2005) : *Reich, Reformen, sozialer Wandel 1763-1806 (= Gebhardt – Handbuch der deutschen Geschichte, t. 12)*, 10. éd., éd. par A.Haverkamp, W. Reinhard, J. Kocka, W. Benz, Stuttgart : Klett-Cotta.
- Demont, V. (2008) : *L'orfèvrerie-joaillerie à Francfort-sur-le-Main et à Hambourg (1585-1648) : marché et acteurs*, Ms., dissertation, Université Paris 7.
- Diestelkamp, B. (1999) : *Recht und Gericht im Heiligen Römischen Reich*, Francfort-sur-le-Main : Klostermann.
- Dotzauer, W. (1998) : *Die deutschen Reichskreise (1383-1806). Geschichte und Aktenedition*, Stuttgart : Steiner.
- Duchhardt, H. (1991) : *Deutsche Verfassungsgeschichte 1495-1806*, Stuttgart : Kohlhammer.
- Duhamelle, C. (1998a) : « Das Alte Reich im toten Winkel der französischen Historiographie », in : Schnettger, M. (éd.) : *Imperium Romanum – irregulare corpus – Teutscher Reichs-Staat : das Alte Reich im Verständnis der Zeitgenossen und der Historiographie*, Mayence : Zabern, p. 207-219.
- Duhamelle, C. (1998b) : *L'héritage collectif. La noblesse d'Église rhénane, 17e-18e siècles*. Paris : Éditions de l'EHESS.

- Duhamelle, C. (1998c) : « La noblesse du Saint-Empire et le crédit : autour du “Von den Reichsständischen Schuldenwesen” de Johann Jacob Moser (1774) », *European University Institute Working Papers*, HEC, 98 (2), p. 1-15.
- Duhamelle, C. (éd.) (2004) : *Les espaces du Saint-Empire à l'époque moderne = Histoire, Économie & Société*, 23 (1), Paris : Armand Colin.
- Duhamelle, C. (2007) : « Territoriale Grenze, konfessionelle Differenz und soziale Abgrenzung. Das Eichsfeld im 17. und 18. Jahrhundert », in : François, E. / Seifarth, J. / Struck, B. (éd.) : *Die Grenze als Raum, Erfahrung und Konstruktion. Deutschland, Frankreich und Polen vom 17. bis zum 20. Jahrhundert*, Francfort-sur-le-Main : Campus, p. 33-51.
- Duhamelle, C. (2010) : *La frontière au village. Une identité catholique allemande au temps des Lumières*, Paris : Éditions de la MSH.
- Eichhorn, J. (2006) : *Geschichtswissenschaft zwischen Tradition und Innovation. Diskurse, Institutionen und Machtstrukturen der bundesdeutschen Frühneuezeitforschung*, Göttingen : V&R unipress.
- Erbe, M. (2007) : *Frühe Neuzeit*, Stuttgart : Kohlhammer (Grundkurs Geschichte).
- François, E. (1991) : *Die unsichtbare Grenze. Protestanten und Katholiken in Augsburg, Sigmaringen : Thorbecke*; éd. française : *Protestants et catholiques en Allemagne. Identités et pluralisme. Augsburg, 1648-1806*, Paris : Albin Michel, 1993.
- Friedrich, S. (2007) : *Drehscheibe Regensburg. Das Informations- und Kommunikationssystem des Immerwährenden Reichstags um 1700*, Berlin : Akademie Verlag.
- Fürnrohr, W. (1963) : *Der immerwährende Reichstag zu Regensburg : Das Parlament des alten Reiches. Zur 300-Jahrfeier seiner Eröffnung 1663*, Regensburg / Kallmünz : Lassleben.
- Gabel, H. (1995) : *Widerstand und Kooperation. Studien zur politischen Kultur rheinischer und maasländischer Kleinterritorien (1648-1794)*, Tübingen : Bibliotheca academica.
- Gantet, C. (2001) : *La paix de Westphalie (1648). Une histoire sociale, XVIIe-XVIIIe siècle*, Paris : Belin.
- Gantet, C. (2010) : « Le rêve dans l'Allemagne du XVIe siècle. Appropriations médicales et recouvrements confessionnels », *Annales. Histoire, sciences sociales*, 65 (1), p. 39-62.
- Garner, G. (2005) : *État, économie et territoire en Allemagne. L'espace dans le caméralisme et l'économie politique (1740-1820)*, Paris : Éditions de l'EHESS.
- Gestrich, A. (1994) : *Absolutismus und Öffentlichkeit. Politische Kommunikation in Deutschland zu Beginn des 18. Jahrhunderts*, Göttingen : Vandenhoeck & Ruprecht.
- Göttmann, F. (1991) : *Getreidemarkt am Bodensee : Raum, Wirtschaft, Politik, Gesellschaft (1650-1810)*, St. Katharinen : Scripta Mercaturae Verlag.
- Gotthard, A. (1992) : *Säulen des Reiches : die Kurfürsten im frühneuzeitlichen Reichsverband*, 2 vol., Husum : Matthiesen.
- Gotthard, A. (2003a) : *Das Alte Reich 1495-1806*, Darmstadt : WBG (Geschichte kompakt).
- Gotthard, A. (2003b) : « Vormoderne Lebensräume. Annäherungsversuch an die Heimaten des frühneuzeitlichen Mitteleuropäers », *Historische Zeitschrift*, 276, p. 37-73.
- Gotthard, A. (2007) : *In der Ferne. Die Wahrnehmung des Raums in der Vormoderne*, Francfort-sur-le-Main / New York : Campus.

- Hartmann, P. C. (1991) : « Messefreiheiten, Messeprivilegien, Messerecht und Fremdenrecht in der frühen Neuzeit », in : Koch, R. / Pohl, H. (éd.) : *Brücke zwischen den Völkern – Zur Geschichte der Frankfurter Messe*, t. 1, Francfort-sur-le-Main : Historisches Museum Frankfurt, p. 249-261.
- Hartmann, P. C. (éd.) (1997) : *Der Mainzer Kurfürst als Reichserzkanzler : Funktionen, Aktivitäten, Ansprüche und Bedeutung des zweiten Mannes im alten Reich*, Stuttgart : Steiner.
- Hartmann, P. C. (éd.) (2002) : *Die Mainzer Kurfürsten des Hauses Schönborn als Reichserzkanzler und Landesherren*, Francfort-sur-le-Main : Peter Lang.
- Hartung, F. (1914) : *Deutsche Verfassungsgeschichte*, Leipzig / Berlin : Teubner, rééditions 1959, 1964 et 1969.
- Heil, D. (éd.) (1998) : *Die Reichspolitik Bayerns unter der Regierung Herzog Albrechts V. (1550-1579)*, Göttingen : Vandenhoeck & Ruprecht.
- Herborn, W. (1991) : « Die mittelalterlichen Messen im deutschsprachigen Raum », in : Koch, R. / Pohl, H. (éd.) : *Brücke zwischen den Völkern – Zur Geschichte der Frankfurter Messe*, t. 1, Francfort-sur-le-Main : Historisches Museum Frankfurt, p. 67-84.
- Histoire / Geschichte*, t. 1 : *Europa und die Welt von der Antike bis 1815/L'Europe et le monde de l'Antiquité à 1815*. Stuttgart (Klett) et Paris (Nathan) 2008 et 2011.
- Iggers, G. G. et al. (éd.) (1998) : *Die DDR-Geschichtswissenschaft als Forschungsproblem*, Munich : Oldenbourg (= Historische Zeitschrift, Beiheft N.F., 27).
- Jäger, F. (éd.) (2005-2012) : *Enzyklopädie der Neuzeit*, 16 vol., Stuttgart : Metzler.
- Jeannin, P. (1996) : *Marchands du Nord. Espaces et trafics à l'époque moderne*, Paris : Éditions rue d'Ulm.
- Jeannin, P. (2001) : *Change, crédit et circulation monétaire à Augsbourg au milieu du 16<sup>e</sup> siècle*, Paris : Armand Colin.
- Jeannin, P. (2002) : *Marchands d'Europe. Pratiques et savoirs à l'époque moderne*, Paris : Éditions rue d'Ulm.
- Kaufmann, G. H. (1889) : « Die Universitätsprivilegien der Kaiser », *Deutsche Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, 1, p. 118-165.
- Lanzinner, M. (1993) : *Friedenssicherung und politische Einheit des Reiches unter Kaiser Maximilian II. (1564-1576)*, Göttingen : Vandenhoeck & Ruprecht.
- Lanzinner, M. / Schormann, G. (2008) : *Konfessionelles Zeitalter 1555-1618. Dreißigjähriger Krieg 1618-1648 (= Gebhardt – Handbuch der deutschen Geschichte, t. 10)*, 10. éd., éd. par A. Haverkamp, W. Reinhard, J. Kocka, W. Benz, Stuttgart : Klett-Cotta.
- Lebeau, C. (1996) : *Aristocrates et grands commis à la Cour de Vienne (1748-1791). Le modèle français*, Paris : CNRS Éditions.
- Lebeau, C. (éd.) (2004) : *L'espace du Saint-Empire du Moyen Âge à l'époque moderne*, Strasbourg : Presses universitaires de Strasbourg.
- Miard-Delacroix, H. / Hirschhausen, B. von / Garner, G. (éd.) (2010) : *Espaces de pouvoir, espaces d'autonomie en Allemagne*, Villeneuve d'Ascq : Presses du Septentrion.
- Mohnhaupt, H. (sous presse) : « Bestrebungen zur Vereinheitlichung der Privilegienvielfalt im Bereich des Handwerks im Kurfürstentum Brandenburg (1734-1736) », in : Garner, G. (éd.) : *L'économie du privilège en Europe occidentale (XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle)*, Francfort-sur-le-Main : Klostermann.



- Monnet, P. (2004) : « Courriers et messages : un réseau urbain de communication dans les pays d'Empire à la fin du Moyen Âge », in : Boudreau, C. / Gauvard, C. / Hebert, M. / Fianu, K. (éd.) : *Information et société en Occident à la fin du Moyen Âge*, Paris : Publications de la Sorbonne, p. 281-306.
- Moraw, P. (1989) : « Hoftag und Reichstag von den Anfängen im Mittelalter bis 1806 », in : Schneider, H.-P. / Zeh, W. (éd.) : *Parlamentsrecht und Parlamentspraxis in der Bundesrepublik Deutschland. Ein Handbuch*, Berlin / New York : de Gruyter, p. 3-47.
- Neuhaus, H. (1997) : *Das Reich in der Frühen Neuzeit*, Munich : Oldenbourg (= Enzyklopädie deutscher Geschichte, 42).
- Neuhaus, H. (1999) : « Die Begründung der Leipziger Messe und das Heilige Römische Reich Deutscher Nation in den Jahren 1497/1507 », in : Zwahr, H. / Topfstedt, T. / Bentele, G. (éd.) : *Leipzigs Messen 1497-1997. Gestaltwandel - Umbrüche - Neubeginn*, t. 1. : 1497-1914, Cologne / Weimar / Vienne : Böhlau, p. 51-60.
- Noël, J.-F. (1966) : « Les problèmes de frontières entre la France et l'Empire dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue historique*, 90 (235), p. 333-346.
- Noël, J.-F. (1968) : « Zur Geschichte der Reichsbeleihnungen im 18. Jahrhundert », *Mitteilungen des Österreichischen Staatsarchivs*, 21, p. 106-122.
- Noël, J.-F. (1970) : « Der Reichshofrat und das Verfassungsleben der Reichsstädte zur Zeit Josephs II. », *Esslinger Studien. Jahrbuch für Geschichte der oberdeutschen Reichsstädte*, 16, p. 121-131.
- Noël, J.-F. (1976) : *Le Saint-Empire*, Paris : PUF (coll. « Que sais-je? », 1646), rééditions revues et augmentées 1986 et 1993.
- Noël, J.-F. (1977) : « Les pays rhéno-mosellans et la Chambre impériale de justice (Reichskammergericht). 1500-1600 », in : *Théorie et pratique politiques à la Renaissance (Actes du XVII<sup>e</sup> colloque international d'études humanistes)*, Paris : Vrin, p. 159-187.
- Ortlieb, E. (2001) : *Die kaiserlichen Kommissionen des Reichshofrats und die Regelung von Konflikten im Alten Reich (1637-1657)*, Cologne / Weimar / Vienne : Böhlau.
- Pelus-Kaplan, M.-L. (2009) : « Migrations, mobilité et culture d'entreprise dans les villes de la Hanse au XVI<sup>e</sup> siècle : l'exemple des entreprises lubeckaises », in : Maitte, C. / Mande, I. / Martini, M. / Terrier, D. (éd.) : *Entreprises en mouvement. Migrants, pratiques entrepreneuriales et diversités culturelles dans le monde (XV<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Valenciennes : Presses Universitaires de Valenciennes, p. 47-62.
- Peters, J. (1991) : « Eigensinn und Widerstand im Alltag », *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte*, 2, p. 85-103.
- Petry, D. (2011) : *Konfliktbewältigung als Medienereignis. Reichsstadt und Reichshofrat in der Frühen Neuzeit*, Berlin : Akademie Verlag.
- Press, V. (1997a) : *Das Alte Reich. Ausgewählte Aufsätze*, éd. par J. Kunisch, Berlin : Duncker & Humblot.
- Press, V. (1997b) : « Das römisch-deutsche Reich – ein politisches System in verfassungs- und sozialgeschichtlicher Fragestellung », in : id. : *Das Alte Reich. Ausgewählte Aufsätze*, éd. par J. Kunisch, Berlin : Duncker & Humblot, p. 18-41.
- Press, V. (1998) : *Adel im alten Reich. Gesammelte Vorträge und Aufsätze*, éd. par F. Brendle et A. Schindling en collab. avec M. Rudersdorf et G. Schmidt, Tübingen : Bibliotheca academica.

- Ranft, A. et al. (éd.) (2003) : *Traditionen – Visionen. 44. Deutscher Historikertag in Halle an der Saale 2002*, Munich : Oldenbourg.
- Rauscher, P. / Edelmayer, F. / Lanzinner, M. (éd.) (2003) : *Finanzen und Herrschaft. Materielle Grundlagen fürstlicher Politik in den habsburgischen Ländern und im Heiligen Römischen Reich im 16. Jahrhundert*, Vienne / Munich : Oldenbourg.
- Rauscher, P. et al. (2004) : *Zwischen Ständen und Gläubigern. Die kaiserlichen Finanzen unter Ferdinand I. und Maximilian II. (1556-1576)*, Vienne / Munich : Oldenbourg.
- Reinhard, W. (2001) : *Probleme deutscher Geschichte 1495-1806. Reichsreform und Reformation 1495-1555* (= Gebhardt – Handbuch der deutschen Geschichte, t. 9), 10. Aufl., éd. par A. Haverkamp, W. Reinhard, J. Kocka, W. Benz, Stuttgart : Klett-Cotta.
- Riedenhauer, E. (éd.) (1994) : *Landeshoheit. Beiträge zur Entstehung, Ausformung und Typologie eines Verfassungselements des Römisch-deutschen Reiches*, Munich : Kommission für Bayerische Landesgeschichte (= Studien zur bayerischen Verfassungs- und Sozialgeschichte, 16).
- Rudolph, H. (2011) : *Das Reich als Ereignis. Formen und Funktionen der Herrschaftsinszenierung bei Kaisereinzügen (1558-1618)*, Cologne / Weimar / Vienne : Böhlau.
- Saada, A. (2003) : *Inventer Diderot : les constructions d'un auteur en Allemagne au XVIIIe siècle*, Paris : CNRS Éditions.
- Sailer, R. (1999) : *Untertanenprozesse vor dem Reichskammergericht. Rechtsschutz gegen die Obrigkeit in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts*, Cologne / Weimar / Vienne : Böhlau.
- Sandl, M. (1999) : *Ökonomie des Raumes. Der kameralwissenschaftliche Entwurf der Staatswirtschaft im 18. Jahrhundert*, Cologne / Weimar / Vienne : Böhlau.
- Scheutz, M. (2012) : « “Mental Maps” von Vagierenden in der Frühen Neuzeit », *Volkskunde in Sachsen*, 24, p. 111-140.
- Schilling, H. (2001) : « Reichs-Staat und frühneuzeitliche Nation der Deutschen oder teilmodernisiertes Reichssystem – Überlegungen zu Charakter und Aktualität des Reiches », *Historische Zeitschrift*, 272, p. 377-395.
- Schindling, A. (1991) : *Die Anfänge des Immerwährenden Reichstags zu Regensburg. Ständevertretung und Staatskunst nach dem Westfälischen Frieden*, Mayence : Zabern.
- Schmidt, G. (1999) : *Geschichte des Alten Reiches. Staat und Nation in der Frühen Neuzeit 1495-1806*, Munich : C.H. Beck.
- Schmidt, G. (2001) : « Das frühneuzeitliche Reich – komplementärer Staat und föderative Nation », *Historische Zeitschrift*, 273, p. 371-399.
- Schmidt, G. (2009) : *Wandel durch Vernunft. Deutsche Geschichte im 18. Jahrhundert*, Munich : C.H. Beck.
- Schmidt, R. (1999) : « Päpstliche und kaiserliche Universitätsprivilegien im späten Mittelalter », in : Dölemeyer, B. / Mohnhaupt, H. (éd.) : *Das Privileg im europäischen Vergleich*, t. 2, Francfort-sur-le-Main : Klostermann, p. 143-154.
- Schmitt, J.-C. / Oexle, O. G. (éd.) (2003) : *Les tendances actuelles de l'histoire du Moyen Âge en France et en Allemagne*, Paris : Publications de la Sorbonne.
- Schneider, K. (1995) : *Die Münz- und Währungspolitik des Oberrheinischen Reichskreises im 18. Jahrhundert*, Koblenz : Numismatischer Verlag Fornecke.

Schnettger, M. (éd.) (2002) : *Imperium Romanum – Irregulare Corpus – Teutscher Reichs-Staat : das Alte Reich im Verständnis der Zeitgenossen und der Historiographie*, Mayence : Zabern.

Schnettger, M. (2004) : « Le Saint-Empire et ses périphéries : l'exemple de l'Italie », *Histoire, économie et société*, 23 (1), p. 7-23.

Schnettger, M. (2006) : « *Principe sovrano* » oder « *civitas imperialis* »? *Die Republik Genua und das Alte Reich in der Frühen Neuzeit (1556-1797)*, Mayence : Zabern.

Schnettger, M. (2007) : « Von der "Kleinstaaterei" zum "komplementären Reichs-Staat". Die Reichsverfassungsgeschichtsschreibung seit dem Zweiten Weltkrieg », in : Kraus, H.-C. / Nicklas, T. (éd.) : *Geschichte der Politik. Alte und neue Wege*. Munich : Oldenbourg (= Historische Zeitschrift, Beihefte N.F., 44), p. 129-154.

Schorn-Schütte, L. (1984) : « Territorialgeschichte – Provinzialgeschichte – Landesgeschichte – Regionalgeschichte. Ein Beitrag zur Wissenschaftsgeschichte der Landesgeschichtsschreibung », in : Jäger, H. et al. (éd.) : *Civitas Communitas. Studien zum europäischen Städtewesen*, Cologne / Vienne : Böhlau, p. 390-416.

Schulze, W. (1978) : « Die Erträge der Reichssteuern zwischen 1576 und 1606 », *Jahrbuch für die Geschichte Mittel- und Ostdeutschlands*, 27, p. 169-185.

Schulze, W. (1980) : *Bäuerlicher Widerstand und feudale Herrschaft in der frühen Neuzeit*, Stuttgart / Bad Cannstatt : Frommann-Holzboog.

Stollberg-Rilinger, B. (1999) : *Vormünder des Volkes? Konzepte landständischer Repräsentation in der Spätphase des Alten Reiches*, Berlin : Duncker & Humblot.

Stollberg-Rilinger, B. (2006) : *Das Heilige Römische Reich Deutscher Nation. Vom Ende des Mittelalters bis 1806*, Munich : C.H. Beck.

Stollberg-Rilinger, B. (2008a) : « La communication symbolique à l'époque pré-moderne. Concepts, thèses, perspectives de recherche », *Trivium*, 2 (<http://trivium.revues.org/1152>; consulté le 30/05/2013); original allemand : « Symbolische Kommunikation in der Vormoderne. Begriffe – Forschungsperspektiven – Thesen », *Zeitschrift für historische Forschung*, 31, 2004, p. 489-527.

Stollberg-Rilinger, B. (2008b) : *Des Kaisers alte Kleider. Verfassungsgeschichte und Symbolsprache des Alten Reichs*, Munich : C.H. Beck ; trad. française : *Les vieux habits de l'empereur. Une histoire culturelle des institutions du Saint-Empire à l'époque moderne*, trad. par C. Duhamelle, Paris : Éditions de la MSH, 2013.

Stollberg-Rilinger, B. (2009) : « Le rituel de l'investiture dans le Saint-Empire de l'époque moderne : histoire institutionnelle et pratiques symboliques », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 56 (2), p. 7-29.

Stolleis, M. (1991) : « Reichspublizistik und Reichspatriotismus vom 16. zum 18. Jahrhundert », in : Birtsch, G. (éd.) : *Patriotismus = Interdisziplinäre Halbjahresschrift zur Erforschung des 18. Jahrhunderts und seiner Wirkungsgeschichte*, 4 (2), p. 7-23.

Treitschke, H. von (1879) : *Deutsche Geschichte im neunzehnten Jahrhundert*, t. 1 : *Bis zum zweiten Pariser Frieden*. Leipzig : Hirzel.

Ullmann, S. (2002) : « Landesherr und Kaiser im Spiegel eines Zeugenverhörs des Reichshofrats aus den Jahren 1575-1579 », in : Fuchs, R.-P. / Schulze, W. (éd.) : *Wahrheit, Wissen, Erinnerung. Zeugenverhörprotokolle als Quelle für soziale Wissensbestände der Frühen Neuzeit*, Münster et al. : LIT Verlag, p. 257-290.

- Veit, P. (2002) : « Pratiques de piété, chant et musique. À propos de la culture luthérienne au XVIIe siècle », in : ders. / Valentin, J.-M. (éd.) : *La confessionnalisation dans le Saint-Empire, XVIe-XVIIIe siècles* = *Études Germaniques*, 57 (3), p. 473-487.
- Völker-Rasor, V. (éd.) (2010) : *Frühe Neuzeit*, nouvelle édition (paru initialement en 2000), Munich : Oldenbourg (Oldenbourg Geschichte-Lehrbuch).
- Vogler, G. (1983) : *Die Gewalt soll gegeben werden dem gemeinen Volk. Der deutsche Bauernkrieg 1525*, Berlin : Dietz.
- Weber, E. E. (1992) : *Städtische Herrschaft und bäuerliche Untertanen in Alltag und Konflikt. Die Reichsstadt Rottweil und ihre Landschaft vom 30jährigen Krieg bis zur Mediatisierung*, 2 vol., Rottweil : Stadtarchiv Rottweil.
- Wendehorst, S. / Westphal, S. (éd.) (2006) : *Lesebuch Altes Reich*, Munich : Oldenbourg.
- Westphal, S. (2002) : *Kaiserliche Rechtsprechung und herrschaftliche Stabilisierung. Reichsgerichtsbarkeit in den thüringischen Territorialstaaten, 1648-1806*, Cologne / Weimar / Vienne : Böhlau.
- Whaley, J. (2011) : *Germany and the Holy Roman Empire*, t. 1 : *Maximilian I to the Peace of Westphalia, 1493-1648*, t. 2 : *The Peace of Westphalia to the Dissolution of the Reich, 1648-1806*, Oxford : Oxford University Press.
- Willoweit, D. (1975) : *Rechtsgrundlagen der Territorialgewalt. Landesobrigkeit, Herrschaftsrechte und Territorium in der Rechtswissenschaft der Neuzeit*, Cologne / Vienne : Böhlau.
- Wolfram, H. (éd.) (1994-1995) : *Österreichische Geschichte*, 10 vol., Vienne : Ueberreuther.
- Wrede, M. (2007) : « Entre Empereur, Empire et nation : l'essor de "l'esprit politique" en Allemagne moderne (XVIIe-XVIIIe siècles) », *Revue historique*, 643 (3), p. 623-652.
- Wüst, W. (éd.) (2000) : *Reichskreis und Territorium : Die Herrschaft über der Herrschaft? Supraterritoriale Tendenzen in Politik, Kultur, Wirtschaft und Gesellschaft. Ein Vergleich süddeutscher Reichskreise*, Stuttgart : Thorbecke.
- Wunder, B. (1996) : « Der Kaiser, die Reichskreise und der Chausseebau im 18. Jahrhundert », *Zeitschrift für Neuere Rechtsgeschichte*, 18 (1/2), p. 1-22.

## Sources

- Die peinliche Gerichtsordnung Kaiser Karls V. und des Heiligen Römischen Reichs von 1532 (Carolina)*, éd. et expliqué par F.-C. Schroeder, Stuttgart : Reclam, 2000.
- Die Reichspolizeiordnungen von 1530, 1548 und 1577. Historische Einführung und Edition*, éd. par M. Weber, M. Francfort-sur-le-Main : Klostermann, 2002.

## NOTES

1. Parmi ces initiatives on compte par exemple l'*Histoire franco-allemande* en 11 tomes, éditée par l'Institut historique allemand de Paris, notamment le tome 3 (Babel [2005]) et le tome 4 (Braun [2008]), ainsi que le manuel franco-allemand *Histoire / Geschichte* (2008 et 2011).
  2. Whaley(2011).
  3. Noël (1976).
- \*. NDLR : ce format unilingue a par exemple été retenu pour le n° 5 de *Trivium* sur la « sociologie des conventions ».

4. Voir également le projet « Histoire du Saint-Empire – regards croisés franco-allemands », une coopération de l'École des hautes études en sciences sociales (Centre de recherches historiques et Centre Georg Simmel), de l'École Normale Supérieure de Lyon et des universités de Münster et Mayence, avec le soutien du CIERA (plus d'informations sur <http://www.saint-empire.fr>) ainsi que la section « La tradition d'une histoire multinationale de l'Empire aujourd'hui » du Congrès des historiens allemands de 2002 – résumé dans le compte rendu du congrès : Ranft et al. (2003), p. 70-77.
5. Eichhorn (2006), notamment p. 311-392 sur l'histoire de l'Empire. Pour le point de vue de l'histoire de l'Empire elle-même, voir Press (1997b) ainsi que Schnettger (2007).
6. Gebhardt – *Handbuch der deutschen Geschichte* : Braubach et al. (1974) ; Burkhardt (2006).
7. Pour un exemple caractéristique, voir Hartung(1914).
8. L'historiographie est-allemande a d'abord suivi cette nouvelle vision de l'Empire qui allait de pair avec une dévalorisation de la Prusse, puis elle s'est de nouveau détournée de l'Empire au cours du débat sur l'« héritage » et la construction d'une « nation socialiste ». Voir Iggers et al. (1998).
9. Parmi les principales synthèses qui présentent les résultats de ces recherches, on citera, outre le volume 11 déjà mentionné, les volumes 9, 10 et 12 du Gebhardt : Reinhard (2001) ; Lanzinner / Schormann (2008) ; Demel (2005). Voir aussi les synthèses de Aretin (1993), (1997a), (1997b) et Press (1997a). Pour une introduction aux recherches, voir également Duchhardt (1991) et Neuhaus (1997). On mentionnera enfin les articles relatifs à l'Empire dans Jäger (2005-2012), qui, outre l'état des connaissances, présentent souvent un aperçu des débats historiographiques. Aretin, directeur de l'Institut d'histoire européenne de Mayence de 1968 à 1994, et Press, professeur à Tübingen de 1980 jusqu'à son décès subit en 1993, ont constitué avec leurs élèves les pôles majeurs de l'histoire de l'Empire en RFA.
10. Fürnrohr (1963). De telles tentatives d'une légitimation historique du régime républicain actuel à travers le Saint-Empire perdurent en partie aujourd'hui : voir par exemple Burkhardt (2002).
11. Bog (1959) et Blaich (1970).
12. Stollberg-Rilinger (1999), notamment p. 2-5.
13. Schnettger (2002). Sur la perception de l'Empire de l'extérieur voir Wrede (2007) et Braun (2010).
14. Gotthard (1992).
15. Pour une introduction, voir Stollberg-Rilinger (2006), Gotthard (2003a) ainsi que Wendehorst / Westphal (2006).
16. Ces changements se sont également traduits dans les conceptions spatiales du pouvoir politique. Au cours de l'époque moderne la souveraineté traditionnelle (*Landeshoheit*), c'est-à-dire le pouvoir de domination d'un État de l'Empire dans son territoire, a été de plus en plus étroitement associée à l'idée de cohérence politique et géographique de ce territoire. Voir Riedenhauer (1994).
17. À rebours des anciennes interprétations, les recherches récentes soulignent que depuis la paix de Westphalie, la constitution de l'Empire a été l'objet d'une discussion permanente sur sa réforme, discussion qui a donné lieu à une réflexion publicistique massive. Voir surtout Burgdorf (1998).
18. Malgré l'existence de sources abondantes, l'étude des frontières territoriales de l'Empire n'en est qu'à ses débuts. Voir Bretschneider (2011), p. 35-110 ainsi que Gotthard (2003b).
19. Treitschke (1879), p. 7.
20. Schmidt, G. (1999).
21. Eichhorn (2006). La coexistence actuelle des notions d'« éloignement » et de « proximité » de l'Empire dans la recherche allemande sur la période moderne est illustrée de manière exemplaire par les deux introductions suivantes : Völker-Rasor (2010 [2000]) – où l'Empire n'apparaît dans

aucun titre de chapitre – et Erbe (2007) – où l'Empire est étudié au même titre que l'Espagne ou la France. Ces deux publications se conçoivent au même titre comme une initiation à la période moderne à partir d'une perspective européenne ou mondiale.

22. Ceci s'explique par le fait que la législation criminelle moderne fut largement initiée à l'échelle territoriale. Une exception fut la *Carolina*, qui ne joua pourtant que le rôle de loi cadre. Voir *Die peinliche Gerichtsordnung Kaiser Karls V. ...* (2000).

23. *Die Reichspolizeiordnungen von 1530, 1548 und 1577* (2002). Voir aussi le projet d'un « Repertorium der Policeyordnungen », mené à l'Institut Max-Planck d'histoire européenne du droit sous la direction de Michael Stolleis et Karl Härter, qui englobe l'Empire et les territoires (<http://www.rg.mpg.de/de/forschung/policeyordnungen>).

24. Sandl (1999), notamment p. 37-45.

25. Schmidt, G. (1999). Cela vaut aussi pour Schmidt, G. (2009).

26. Sur l'Italie impériale, voir Schnettger (2006) et (2004).

27. Wolfram (1994-1995).

28. Cette édition est coordonnée par la Commission historique de l'Académie bavaroise des sciences (<http://www.historischekommission-muenchen.de/index.php?seite=projekte>). Sur la diète, voir l'introduction de Moraw (1989) et de Schindling (1991).

29. Voir désormais Bähr (2012). Sur les tribunaux d'Empire, voir le numéro thématique « Reichsgerichtsbarkeit », in: *zeitenblicke* 3 (2004), n° 3 (<http://www.zeitenblicke.de/2004/03/index.htm>), ainsi que Diestelkamp (1999).

30. Dotzauer (1998) et Wüst (2000).

31. Des sources importantes, notamment les actes de l'archichancellerie d'Empire, sont ainsi conservées aujourd'hui dans le Haus-, Hof- und Staatsarchiv de Vienne.

32. Behringer (2003). Des réseaux de communication traversaient cependant l'Empire dès la fin du Moyen Âge : voir Monnet (2004).

33. Herborn (1991) ; Hartmann (1991) ; Neuhaus (1999).

34. Schmidt, R. (1999), tout comme toujours Kaufmann (1889).

35. Dans ce contexte, il faut mentionner l'orientation spécifique de l'histoire régionale allemande (*Landesgeschichte*) qui reste aujourd'hui encore largement une science de légitimation de la formation des identités régionales, ce qui continue à constituer une entrave à l'étude de l'Empire. Voir Schorn-Schütte (1984).

36. Pour deux cas exemplaires, voir Heil (1998) et Blaschke (2007).

37. Hartmann (1997) et (2002).

38. Arndt (1991). Sur la Thuringe voir Westphal (2002).

39. Petry (2011) ; Ackermann (2002) ; Ortlieb (2001) ; Duhamelle (1998c).

40. Cette perspective s'enracine aussi dans la tradition de la notion de « territoire ». Celui-ci était défini déjà par le droit moderne comme un domaine de pouvoir largement autonome d'un État d'Empire (*Reichsstand*). Voir Willoweit (1975).

41. Stollberg-Rilinger (2008b). La traduction française de ce livre capital pour les recherches actuelles sur l'Empire paraît en même temps que cette édition de Trivium à la « Bibliothèque allemande » des Éditions de la Maison des sciences de l'homme sous le titre: *Les vieux habits de l'empereur. Une histoire culturelle des institutions du Saint-Empire à l'époque moderne*. Voir aussi Stollberg-Rilinger (2008a) et (2009).

42. Friedrich (2007). Voir aussi Gestrich (1994).

43. Baumann (2001) ; Amend-Traut (2009).

44. L'étude de Christmann (1988) souligne que de telles tentatives ne se limitèrent pas aux ordonnances monétaires du XVI<sup>e</sup> siècle, mais se poursuivirent jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

45. Mohnhaupt (à paraître).

46. Wunder (1996) ; Göttmann (1991) ; Schneider (1995).

47. Voir, en plus des travaux pionniers de Schulze (1978) et Lanzinner (1993), maintenant surtout les recherches de Rauscher et al. (2004) et Rauscher / Edelmayer / Lanzinner (2003).
48. Sailer (1999) et Ullmann (2002). Voir en outre les études d'histoire régionale de Gabel (1995) et Weber (1992).
49. Voir Blickle (2008) et (2003). La vision de Blickle a été contestée, parce qu'elle ne résiste que rarement à la tendance de donner une vision romantique d'une coexistence prétendument pacifique et exempte de conflits dans l'« ancienne Europe ». Mais elle s'intègre dans un vaste courant de recherche sur les résistances paysannes, représenté notamment par les travaux de Winfried Schulze. Voir ainsi Schulze (1980). Des historiens est-allemands y ont aussi contribué, notamment Vogler (1983) et Peters (1991).
50. Gotthard (2007), surtout p. 105-107. Des conclusions similaires sont formulées par Scheutz (2012)..
51. Voir aussi Duhamelle (1998a), qui comprend des références à des travaux anciens sur l'histoire de l'Empire. On se contentera ici de mentionner la tradition française d'une histoire des Habsbourg qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui. Voir ainsi Chaline (1998) et Lebeau (1996). Cette tradition est proche des objets de l'histoire de l'Empire, mais continue à choisir des thèmes qui privilégient parfois l'empereur (originaire de la maison des Habsbourg) aux dépens de l'Empire.
52. Voir en particulier Schmitt / Oexle (2003).
53. Noël (1968), (1966), (1970) et (1977).
54. Duhamelle (1998b).
55. Lebeau (2004) ; Duhamelle (2004) ; Miard-Delacroix / Hirschhausen / Garner (2010).
56. Saada (2003) ; Chassagnette (à paraître).
57. Garner (2005).
58. Jeannin (2001), (2002), (1996) ; Pelus-Kaplan (2009) ; Demont (2008).
59. François (1991).
60. Veit (2002) ; Gantet (2001), (2010).
61. Duhamelle (2010) ; (2007), citation p. 46.
62. Citation de Schmidt, G. (1999), p. 44, où le concept est expliqué et empiriquement étayé.
63. On peut ainsi interpréter d'autres tentatives ; voir par exemple Burgdorf (1998).
64. H. Schilling appuya son argumentation sur un compte rendu détaillé du livre de G. Schmidt dans la *Historische Zeitschrift*, la plus ancienne des revues allemandes d'histoire, qui garde toujours un poids important. Voir Schilling (2001). Voir la réponse de Schmidt, G. (2001). Afin de conserver le cadre de l'échange lors du colloque de Mayence en 2001 qui fut, notamment en raison de ce débat, un moment important des recherches récentes sur l'Empire, les éditeurs ont choisi de reprendre dans ce numéro les textes des interventions de G. Schmidt et H. Schilling. Leurs articles dans la *Historische Zeitschrift* s'inscrivent toutefois dans le cadre du même débat et le complètent.
65. Pour une étude détaillée, voir Rudolph (2011). Voir aussi les travaux déjà évoqués de Barbara Stollberg-Rilinger.
66. Voir aussi Press (1998).
67. Burgdorf (1998) ; Stolleis (1991) ; Aretin (1991).
68. Le fait que le texte de François n'ait jusqu'à aujourd'hui pas été traduit fait partie des mystères de la collaboration franco-allemande en histoire, dont cet auteur a été et est l'un des acteurs majeurs.



---

## INDEX

**Schlüsselwörter** : Saint-Empire

**Mots-clés** : Altes Reich

## AUTEURS

### FALK BRETSCHNEIDER

Falk Bretschneider est maître de conférences à l'EHESS. Pour plus d'informations, voir la notice suivante.

### GUILLAUME GARNER

Guillaume Garner est maître de conférences à l'ENS Lyon. Pour plus d'informations, voir la notice suivante.